A n h a n g

A n n e x e s

1 - 14

zu den Stadtratsprotokollen Nrn. 14 + 15

vom 14. und 15. Dezember 2017

aux procès-verbaux n°s 14 + 15

des 14 et 15 décembre 2017

Anhang Nr. 1

Réponse

à l'interpellation urgente 20160209, Pascal Bord, PRR, «Trop de contrats de prestation ? Une liberté de manœuvre suffisante reste-t-elle au Municipal et CV ?»

L'intervenant constate que la Ville de Bienne conclut de plus en plus de contrats de prestations avec des institutions en lieu et place de subventions annuelles. De plus ces contrats sont souvent conclus pour une durée de quatre ans.
Le Conseil municipal suppose que l'intervenant ne parle pas de contrats de prestations conclus en raison de dispositions légales (p. ex. avec la Police cantonale bernoise) ou nécessaires pour accomplir directement des tâches municipales (p. ex. contrats de licence dans le secteur informatique).

Le Conseil municipal est en mesure de répondre comme suit aux deux questions posées:

1. **Combien de contrats de prestation sont concernés ? (Liste avec montants, destinataires et périodes de validité, état actuel).**

Comme il ressort de la liste annexée, il existe actuellement 45 contrats de prestations au sens des interrogations de l'intervenant. Cette liste ne contient donc pas de contrats de prestations concernant l'accomplissement d'une tâche confiée par le législateur ou choisie délibérément ou encore servant directement à accomplir une tâche publique.

2. **Quelle est la politique de la Ville en matière de contrats de prestations ?**

Tout d'abord, concernant la formulation de la question, il convient de distinguer s'il s'agit de contributions uniques liées à certaines activités, de subventions ou contributions versées dans le cadre de demandes au sens du Règlement municipal sur les subventions (RDCo 641.1) ou de contrats que la Ville de Bienne conclut avec des tiers pour la fourniture de prestations concrètes contre rétribution durant une certaine période contractuelle. Selon le règlement précité, des subventions sont accordées à des tiers pour des prestations de service destinées à soutenir des activités bénévoles dans l'intérêt public, du sport ou de la culture. Elles sont versées si l'activité prévue ne peut être exercée sans le soutien de la commune.

En outre, le versement de subventions dans le domaine du sport est fixé dans l'Ordonnance municipale concernant le sport (RDCo 437.1), et dans le domaine culturel selon le Règlement municipal sur l'encouragement de la culture (RDCo 423.0).

Il est incontestable qu'une obligation financière sur plusieurs années constitue un engagement qui ne peut pas être remis en question lors de l'établissement du budget pendant toute la durée du contrat concerné.
Le versement de contributions financières à des tiers en fonction des dispositions susmentionnées est axé en premier lieu sur la nature des prestations et/ou des activités de l'institution requérante et sur leur conformité avec l'intérêt public. Selon le contenu de la prestation, ainsi que des infrastructures et de l'organisation interne que cela requiert, la durée de l'obligation financière constitue un critère déterminant pour savoir si la prestation peut être réellement fournie dans le sens décrit. Ainsi, on peut offrir une certaine sécurité aux requérants, surtout en ce qui concerne les prestations préalables à fournir telles que les investissements, le recrutement de personnel, etc. Un engagement sur une telle durée garantit aussi à la Ville de Bienne, en tant que partenaire contractuelle, la fourniture constante des prestations dans le sens convenu.

Dans la mesure où des contrats de prestations sont conclus pour plus d'une année, ils peuvent, en règle générale, être assortis d'une clause de résilation ordinaire ou extraordinaire, qui, selon le cas, est axée sur la décision des ayants droit au vote pour la prochaine année budgétaire, ou contenir une réserve quant au futur versement de la subvention selon des faits opportuns.

Bienne, le 14 septembre 2016

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	La chancelière municipale:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Annexes:

- Interpellation urgente 20160209 (annexe 1)
- Liste des contrats de prestations (annexe 2)

(sera rempli par la CHM)

Vorstoss Nr. / Interv. no: 16.0209

Termin GR / Délai CM: 14.9.16

Direktion /Direction: FID

Mitbericht / Corapport: PRA, BKS, BEL

Pascal Bord, PRR

Interpellation urgente

Trop de contrats de prestation? Une liberté de manœuvre suffisante reste-elle au Municipal et CV?

Question(s)

Comme on a pu l'apprendre par la presse pour les KulturLegi, la Ville conclut de plus en plus de contrats de prestation avec des institutions et associations diverses en lieu et place de subventions annuelles, décidées dans le cadre du budget.

Cela apporte l'avantage de donner une sécurité financière au destinataire des prestations et à la Ville de pouvoir poser des exigences, donc de ne pas seulement donner de l'argent sans règle.

Par contre, vu que les contrats sont souvent conclus pour 4 ans, cela crée des dépenses liées.

Vu la dégradation prévue des finances, la Ville devrait pouvoir limiter au besoin ses dépenses, dans tous les domaines, ce qui n'est pas possible dans l'état de fait.

Les seules économies possibles à l'avenir restent donc uniquement sur le personnel , ce qui n'est pas acceptable.

Même si souvent les montants sont du domaine de compétence du Municipal, les signataires s'inquiètent de l'évolution.

Quel est l'état de la situation ?

1) Combien de contrats de prestation sont concernés ? (Liste avec montants, destinataires et période de validité, état actuel)
2) Quelle est la politique de la Ville en matière de contrat de prestations

Bienne, le 29.06.2016

Pascal Bord, PRR

Natasha Pittet, PRR

Cosignataires

LISTE DES CONTRATS DE PRESTATIONS ACTIFS AU-DELÀ DE 2017

	QUI?	AVEC QUI?	Délais	Divers	MONTANT ANNUEL
PRA	PRA	Verein Städtepartnerschaft Biel – San Marcos	2015-2018		2'500
	PRA	Verein Kinderspitäler Haiti	2015-2018		2'500
	PRA	Intermobility SA	01.06.2016-2019	durch SF	300'000
	PRA	Drei-Seen-Land	jährlicher Beitrag 01.01.2016-31.12.2019		72'450
	PRA	Gewerkschaftsbund Biel/Seeland	jährlicher Beitrag 01.01.2016-31.12.2019		8'000
DSS	DSS	Caritas Kulturlegi Biel	1.1.2016 - 31.12.2019		30'000
	DSS/OSI	Landschaftswerk Biel-Seeland	26.03.2014 - unbefristet		12'000
FCS	FCS / E&S	Ct. BE GEF/SAP	31.12.2018		98'000
	FCS / E&S	FUNICAR REISEN AG	31.07.2017 si pas de résiliation de part et d'autre, renouvellement automatique pour 5 ans	pas de montant défini, dépend des kilomètres parcourus, du nbre d'élèves transportés, etc.	
	FCS / E&S	Pro Juventute, Bereich Elternbriefe	pas de limite		25'000
	FCS / E&S	Quartierverein Möösli	pas de limite		20'000
	FCS / E&S	Jacobs Foundation	31.12.2018		/
	FCS / E&S	FamiPlus	pas de limite		38'000
	FCS et Ct. de BE	Fondation Forum du bilinguisme	bis 31.12.2018		100'000
	FCS / E&S	FamiPlus	pas de limite		68'000
	FCS / E&S	Stiftung Musikschule Biel	pas de limite		1'842'000
	FCS / Culture	Fondation Centre Pasquart	bis 31.12.2019		512'400
	FCS / Culture	Théâtre et orchestre Bienne Soleure	bis 31.12.2019		3'992'800
	FCS / Culture	Nouv. Musée Bienne NMB	bis 31.12.2019		956'300
	FCS / Culture	Bibliothèque de la Ville de Bienne	bis 31.12.2019		1'997'100
	FCS / Culture	Fondation des Spectacles français	bis 31.12.2019		488'300
	FCS / Culture	Photoforum Pasquart	bis 31.12.2019		123'300
	FCS / Culture	Festival du film français	bis 31.12.2019		76'500
	FCS / Culture	Théâtre Grenouille	bis 31.12.2019		92'900
	FCS / Culture	Journées photos de Bienne	bis 31.12.2019		61'500
	FCS / Culture	Lokal int.	bis 31.12.2019		15'000
	FCS / Culture	Visarte	bis 31.12.2019		15'500
	FCS / Culture	Pod Ring	bis 31.12.2019		80'000
	FCS / Culture	Ass. des musiques de Bienne adultes	bis 31.12.2019		44'600
	FCS / Culture	Société des Beaux-Arts	bis 31.12.2019		25'500
	FCS / Culture	Rennweg 26	bis 31.12.2019		57'000
	FCS / Culture	Fête de la musique	bis 31.12.2019		20'700
	FCS / Culture	Groovesound	bis 31.12.2019		65'700
	FCS / Culture	Ear we are	bis 31.12.2019		20'700
	FCS / Culture	Joyful Noise	bis 31.12.2019		10'400
	FCS / Culture	Société littéraire	bis 31.12.2019		10'400
	FCS / Culture	Fondation Robert Walser	bis 31.12.2019		16'300
	FCS / Culture	Théâtre pour les petits	bis 31.12.2019		10'400
	FCS / Culture	Théâtrale de Bienne	bis 31.12.2019		5'500
	FCS / Culture	Filmpodium	bis 31.12.2019		129'000
	FCS / Culture	"Club de cinéma" "La lanterne magique"	bis 31.12.2019		20'700
	FCS / Culture	Fond. Suisse promo jeun.mus.	bis 31.12.2019		25'500
	FCS / Culture	Académie d'été	bis 31.12.2019		44'800
	FCS / Culture	Société philharmonique Bienne	bis 31.12.2019		22'700
	FCS / Culture	A propos Théâtre Jeune public	bis 31.12.2019		30'700

Anhang Nr. 2

Beantwortung

der überparteilichen Motion 20160111, Joel Haueter, SVP, Stefan Kaufmann, FDP, Nathan Güntensperger, GLP, Reto Gugger, BDP, "HRM2-konforme Schuldenbremse für die Stadt Biel"

In der Motion wird der Gemeinderat aufgefordert, per 01.01.2019 eine rechtskonform verankerte Schuldenbremse einzuführen. Es wird verlangt, dass über einen Zeitraum von 5 Jahren hinweg der Nettoverschuldungsquotient zwischen 100%-150% liegt, ein durchschnittlicher Selbsfinanzierungsgrad von mindestens 80% erreicht und ein durchschnittlicher Zinsbelastungsanteil von 4%[1] nicht überschritten wird. Als massgebliche Steuerungsgrösse ist der Saldo der Finanzierungsrechnung[2] zu verwenden. Bei der Ausgestaltung der Schuldenbremse sind Ausnahmen für grosse, übergeordnete Investitionen vorzusehen, die durch den Stadtrat festzulegen sind. Das jährliche Netto-Investitionsvolumen im Allgemeinen (steuerfinanzierten) Haushalt soll mindestens CHF 20 Mio. und maximal CHF 40 Mio. betragen. Weiter sind auch Sanktionsregeln vorzusehen, die bei Nichteinhalten der Zielgrössen in Kraft treten. Als Begründung wird angeführt, dass die Verschuldung der Stadt Biel eine kritische Grösse erreicht hat und ein zukünftiger Zinsanstieg die finanzielle Handlungsfähigkeit stark einschränkt. Die Einführung einer Schuldenbremse ist nach Ansicht der Motionäre zielführendes Mittel zur Reduktion der Verschuldung. Die Schuldenbremse soll rechtskonform verankert und per 1. Januar 2019 eingeführt werden.

Was ist eine Schuldenbremse?
Eine Schuldenbremse ist ein verbindliches Regelwerk, mit dem Ziel, die Verschuldung zu begrenzen. Der Bund hat im Jahr 2003 eine Schuldenbremse in der Verfassung festgeschrieben und auch die Kantone haben Regelungen im Sinne einer Schuldenbremse eingeführt und gesetzlich verankert. Auf der Ebene der Gemeinden bestehen hingegen zurzeit (noch) kaum Regelungen im Sinne einer Schuldenbremse. Ein möglicher Grund ist darin zu sehen, dass die Ausgestaltung einer wirkungsvollen Schuldenbremse äusserst anspruchsvoll ist. Ein weiterer Grund dürfte aber auch sein, dass das Gemeindegesetz des Kantons Bern (GG BSG 170.11) diese Thematik aufgreift und den Gemeinden in den Artikeln 73 und 74 vorschreibt, das der Finanzhaushalt ausgeglichen sein muss und ein allfälliger Bilanzfehlbetrag innert acht Jahren nach der erstmaligen Bilanzierung abgeschrieben sein muss, ausserdem sind in den Artikel 75 und 76 die entsprechenden Sanktionen festlegt.

Was bedeutet die Einführung einer Schuldenbremse auf Gemeindeebene?
Auf Gemeindeebene werden Einnahmen und Ausgaben - soweit nicht durch eine übergeordnet politische Instanz (Bund / Kanton) vorgegeben - direktdemokratisch durch das Parlament und die Stimmberechtigten bestimmt. Eine Schuldenbremse übersteuert diese demokratischen Prozesse, in dem sie "automatisch" und "mechanisch" greift, sobald die definierten Zielgrössen überschritten werden. Eine Einschränkung dieser Rechte muss in einer demokratisch legitimierten Rechtsgrundlage erfolgen und somit auf der Verfassungs- und Gesetztesebene geregelt sein, damit sie verbindlich und durchsetzbar wird. Das heisst, die Existenz und die Grundzüge der Schuldenbremse sind in der Stadtordnung mit einem eigenen Artikel und die detaillierten Ausführungsbestimmungen in Reglementen (z.B. der Finanzordnung) zu verankern.

---

1 Kennzahlen gemäss Vorgabe des Kantons

2 gemeint ist hier die Geldflussrechnung (HRM2-konformer Begriff)

Beurteilung und Fazit
Es ist angesichts der finanziellen Situation der Stadt Biel unbestritten, dass wirksame Massnahmen zur Eindämmung des Schuldenwachstums getroffen werden müssen. Die Schwierigkeit bei der Einführung einer Schuldenbremse liegt darin, einen wirksamen Mechanismus zu definieren, der wirtschaftlich und politisch umsetzbar ist. Das stellt hohe Herausforderungen an die Verwaltung und Politik. Eine auf die Stadt Biel angepasste „Schuldenbremse", welche die Stadt nicht unverhältnismässig einschränkt, erfordert einen Konsens betreffend Zielwirkung, Wirkungsmechanismen und der resultierenden Einschränkungen im Handeln.

Im Rahmen der vorgesehenen Totalrevision der Stadtordnung wird auch das städtische Finanzrecht von Grund auf analysiert werden, wobei auch Finanzsteuerungsinstrumente wie eine Schuldenbremse Gegenstand der Anlayse bilden. Damit werden u.a. die vom Motionär aufgeführten Parameter im Zusammenhang mit der Festlegung einer Schuldenbremse auf deren Zusammenhänge und Auswirkungen auf die Mechanismen des städtischen Finanzhaushalts überprüft. Aus diesen Gründen erachtet der Gemeinderat eine verbindliche Festlegung zum aktuellen Zeitpunkt als verfrüht.

Zudem ist zu beachten, dass das kantonalbernische Finanzhaushaltrecht bereits eine sehr strenge Bestimmung kennt, wonach ein Bilanzfehlbetrag innert acht Jahren abgeschrieben werden muss. Diese Vorschrift wirkt bereits hemmend auf die Entwicklung der Verschuldung und es muss deshalb im Rahmen der im voran gehenden Abschnitt erwähnten Abklärungen sehr genau geprüft werden, ob eine Parallelität verschiedener Instrumente mit gleicher oder ähnlicher Stossrichtung notwendig und sinnvoll ist.

Gemäss Art. 40 Abs. 1 der Geschäftsordnung des Stadtrates beauftragt die Motion den Gemeinderat, einen bestimmten Beschlusses- oder Reglementsentwurf vozulegen oder eine Massnahme zu treffen. Die vorliegende Motion formuliert einen Auftrag an den Gemeinderat, ein in der Zuständigkeit des Stadtrates (und des Volkes) liegendes Regelwerk zu erlassen. Damit ist der Vorstoss motionsfähig. Unter Verweis auf die vorangehenden Ausführungen empfiehlt der Gemeinderat jedoch, in einem ersten Schritt die von den Motionären im Zusammenhang mit der Einführung einer Schuldenbremse aufgeführten Parameter auf deren Wechsel- wie Auswirkungen im Kontext mit der grundsätzlichen Überprüfung des städtischen Finanzrechts zu analysieren und dem Stadtrat hierzu detailliert Bericht zu erstatten. In diesem Sinne beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die Motion 20160111 in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.

Biel, 21. September 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: überparteiliche Motion 20160111

(wird von STK ausgefüllt)

Vorstoss Nr. / Interv. no: 160111

Termin GR / Délai CM: 21.9.16

Direktion / Direction: FID

Mitbericht / Corapport:

SVP DE FDP PRR EVP EDU BVP BDP CVP GLP

Überparteiliche Motion

HRM2-konforme Schuldenbremse für die Stadt Biel

Antrag

Der Gemeinderat wird aufgefordert, eine HRM2-konforme ganzheitliche und wirkungsvolle Schuldenbremse auszuarbeiten, welche auf die Begebenheiten der Stadt Biel zugeschnitten ist.
Die Schuldenbremse soll einfach, transparent und konjunkturverträglich sein. Sie soll eine stetige Ausgabenpolitik verfolgen. Sie darf keine falschen Anreize setzen. Bei Regelverletzungen sollen Sanktionen vorgesehen werden. Bei Spezialfällen sollen Ausnahmen möglich sein.

Wir verlangen, dass im Zeitraum über 5 Jahre hinweg, ein durchschnittlicher Nettoverschuldungsquotient zwischen 100% - 150%, ein durchschnittlicher Selbstfinanzierungsgrad von mind. 80% erreicht und ein durchschnittlicher Zinsbelastungsanteil von 4% nicht überschritten wird. Die Berechnung dieser drei Kennzahlen erfolgt aufgrund der Berechnungsgrundlagen des Kantons.

Als massgebliche Steuerungsgrösse ist der Saldo der Finanzierungsrechnung zu verwenden.

Es ist ein geeignetes Regelwerk auszugestalten. Für grosse, übergeordnete Investitionen sind Ausnahmen vorzusehen, welche durch den Stadtrat festzulegen sind. Weiter sollen geeignete Mechanismen vorgesehen werden, welche ein jährliches Netto-Investitionsvolumen im steuerfinanzierten Haushalt von mindestens CHF 20 Mio und maximal CHF 40 Mio ermöglichen. Zusätzlich sind wirkungsvolle Sanktionsregeln vorzusehen, welche bei Nichteinhaltung der Zielgrössen in Kraft treten.

Die Schuldenbremse ist rechtskonform zu verankern und per 01.01.2019 einzuführen.

Begründung

Die Verschuldung der Stadt Biel hat eine kritische Grösse erreicht. Die pro-Kopf-Verschuldung ist eine der höchsten im Kanton Bern. Die Schuldzinsen betragen über CHF 16 Mio pro Jahr, bei historisch tiefen Kapitalzinsen. Sobald die Zinsen steigen, werden wir durch den Zinsendienst in der Handlungsfähigkeit eingeschränkt. Es müssen dringend Massnahmen ergriffen werden, damit die Verschuldung abnimmt. Die Schuldenbremse ist ein Instrument dazu.

Biel, 21. April 2016

Joel Haueter, SVP / DE
Stefan Kaufmann, FDP PRR EVP EDU
Nathan Güntensperger, glp
Reto Gugger, BVP BDP CVP

Anhang Nr. 3

Beantwortung

des überparteilichen Postulats 20160112, Nathan Güntensperger, GLP, Niels Arnold, SP, Peter Bohnenblust, FDP, Reto Gugger, PBD, Urs Känzig, Grüne und Joël Haueter, SVP, «Informationsveranstaltungen des Gemeinderates zuerst für den Stadtrat»

Im vorliegenden Postulat wird vom Gemeinderat verlangt, dass der Stadtrat vor den Medien oder allenfalls gleichzeitig mit den Medien über die anstehenden Geschäfte informiert wird. Gemäss den Postulanten kommt es immer häufiger vor, dass Journalisten vor den Stadtratsmitgliedern informiert werden. Dies führt dazu, dass es für letztere, wenn sie von der Presse befragt werden, schwierig ist, vollständige und korrekte Auskünfte zu geben und nicht «aus dem Bauch» heraus zu antworten.

Der Gemeinderat kann absolut nachvollziehen, dass die Stadträte vor der Presse oder zumindest gleichzeitig über Informationen verfügen möchten und bemüht sich bereits jetzt, diesem Anliegen nach Möglichkeit zu entsprechen. Bei der Kommunikation zu Geschäften an den Stadtrat muss zwischen zwei Fällen unterschieden werden. Der erste und gebräuchlichere ist der, bei dem der Gemeinderat nicht aktiv über die Geschäfte informiert, die er dem Stadtrat vorlegt. Diese treffen also, via das Ratssekretariat, zum gleichen Zeitpunkt bei den Medien ein, wie bei den Stadträten. Im zweiten Fall geht es um Dossiers, bei denen der Gemeinderat der Ansicht ist, dass eine aktive Information der Presse in Bezug auf seine Absichten und Anträge an den Stadtrat nötig ist. Hier sorgt der Gemeinderat dafür, dass diese aktive Information, entweder in Form einer Medienkonferenz oder einer Medienmitteilung, erst nach dem Versand der Dossiers durch das Ratssekretariat stattfindet; in der Regel zu Beginn der darauffolgenden Woche. So hatten sowohl die Journalisten wie die Stadträte Zeit, den betreffenden Bericht zu studieren. Es stimmt jedoch, dass dieses «Timing» nicht immer eingehalten wurde, hauptsächlich weil das vorgesehene Versanddatum des Dossiers in die Ferien fiel. Dann war es entweder unmöglich, ein freies Datum für alle Teilnehmenden an der Pressekonferenz zu finden, insbesondere wenn das Geschäft mehrere Direktionen betraf, oder es war schwierig, von den Journalisten zu verlangen, das Ferienende und dadurch mehrere Tage abzuwarten, bevor sie über ein Geschäft informieren konnten.

Bei einer aktiven Kommunikation in Form einer Medienkonferenz organisiert der Gemeinderat im Allgemeinen eine Information für den Stadtrat. Diese findet normalerweise am Vorabend statt. Damit die Stadträte nicht mehrere Male in Anspruch genommen werden, bemüht sich der Gemeinderat, die Informationen zu mehreren Geschäften an einem Abend zusammenzufassen. Dadurch wird jedoch die ganze Organisation noch schwieriger: Da die lokalen Medien normalerweise nicht an mehr als einer Pressekonferenz pro Tag teilnehmen möchten, wird es zunehmend schwierig, ein freies Datum für alle Personen (Mitglieder des Gemeinderats und der Stadtverwaltung) zu finden, die an diesen verschiedenen Anlässen teilnehmen müssen, insbesondere während der Ferienzeit.

Der Gemeinderat geht mit den Postulanten einig, dass es problematisch ist, mit Journalisten konfrontiert zu sein, die Fragen zu einem Geschäft stellen, in das man sich noch gar nicht einlesen konnte. Er ist deshalb bestrebt, wo immer möglich den Stadtrat vor den Medien oder spätestens gleichzeitig mit den Medien zu informieren. Es ist jedoch nicht auszuschliessen, dass die Medien manchmal unter Umständen vor dem Stadtrat informiert werden müssen. Er tut sein Möglichstes, diese Fälle auf ein Minimum zu beschränken. Der Gemeinderat stellt jedoch fest, dass sich auch das Gegenteil, das heisst, wenn die Stadträte lange vor den Medien informiert sind, problematisch auswirken kann. Die zu diesem

Zeitpunkt erteilte Auskunft kann nämlich zu politischen Zwecken genutzt werden und all seine Bestrebungen für eine aktive und objektive Kommunikation zunichtemachen.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das Postulat 20160112 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 7. September 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage: überparteiliches Postulat 20160112

Überparteiliches Postulat
~~Überparteiliche Motion~~

Vorstoss Nr./Interv. no: 160112
Termin GR/Délai CM: 21.9.16
Direktion/Direction: STK
Mitbericht/Co-rapport: PRA, FID, DSS, BKS, BEU

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Informationsveranstaltungen des Gemeinderates zuerst für den Stadtrat.

Die Motionäre verlangen vom Gemeinderat, dass der Stadtrat in Zukunft vor den Medien oder allenfalls gleichzeitig mit den Medien über die anstehenden Geschäfte informiert wird.

Begründung:
Die Informationsveranstaltungen des Gemeinderates werden immer zuerst mit den Medien abgehalten. Die Stadtratsmitglieder werden üblicherweise erst am Abend desselben Tages oder aber sogar noch später informiert.
Dies führt immer wieder dazu, dass Stadträte oder Fraktionen von den Medien kontaktiert werden, um Einschätzungen zu diesen Themen zu erhalten ohne das die Stadträte oder Fraktionen bereits detaillierte Kenntnisse des Inhaltes der Gemeinderätlichen Info haben.
Das ist weder für die Medien noch für die Stadträte angenehm da oft „aus dem Bauch" heraus parteipolitische Positionen vertreten werden müssen denen nicht genügend fundierte Informationen zu Grunde liegen.

Biel, 21.04.2016

Nathan Güntensperger, glp

Niels Arnold, SP

Peter Bohnenblust, FDP

Reto Gugger, BDP

Urs Känzig, Grüne

Joel Haueter, SVP

Anhang Nr. 4

Beantwortung

der Interpellation 20160113, Alain Pichard, GLP, "Einbruchserie in den Bieler Schulen"

In der ersten Jahreshälfte 2016 gab es an den Bieler Schulen eine Häufung von Einbrüchen. Insbesondere war die Schulanlage Sahligut des Oberstufenzentrums Mett-Bözingen stark betroffen. Die Interpellation stellt Fragen in Bezug zu den Einbrüchen.

Der Gemeinderat kann die einzelnen Fragen wie folgt beantworten:

1) *Wie viele Anzeigen wegen Einbrüchen in Bieler Schulen hat es in diesem Jahr 2016 gegeben?*
Im Jahr 2016 erfolgten bislang sechs Anzeigen bei der Polizei.

2) *Wie viele Einbrüche hat es im vergangenen Jahr 2015 gegeben?*
Im Jahr 2015 gab es fünf Einbrüche.

3) *Wie oft wurden in den letzten Jahren im OSZ-Mett-Bözingen eingebrochen?*
Im OSZ Mett-Bözingen wurde 2015 zweimal und 2016 dreimal eingebrochen.

4) *Wie hoch ist der durch die Einbruchserie verursachte Schaden für die Stadt alleine in diesem Jahr?*
Die Schadenshöhe der fünf gemeldeten Fälle beträgt insgesamt rund CHF 41'700.–. Jeder Schaden wird der Versicherung gemeldet, pro Schadenfall besteht ein Selbstbehalt von CHF 1'000.–. Folglich entstand für die gemeldeten Fälle eine Beteiligung der Stadt in der Höhe von CHF 5'000.–.

5) *Wie viele Täterinnen und Täter konnten in der Vergangenheit ermittelt werden. Handelt es sich bei den gefassten Personen um ehemalige, aktuelle Schülerinnen/Schüler oder um Aussenstehende?*
Nach dem Wissensstand des Gemeinderates konnten bisher keine Täterinnen oder Täter überführt werden. Daher kann der Gemeinderat auch nicht sagen, um wen es sich handelt.

6) *Welche baulichen Massnahmen drängen sich angesichts dieser Einbruchserie auf?*
Eine Projektgruppe bestehend aus Mitarbeitenden der Abteilungen Hochbau sowie Schule und Sport hat mit den Spezialisten der Kantonspolizei Abklärungen getroffen. Sie kommt zum Schluss, dass aufgrund der Anzahl und Lage der Schulanlagen sowie der vom Erdgeschoss erreichbaren Fensterfronten bei vielen Anlagen ein vollständiger Schutz der Objekte kaum realisierbar ist, und dass Massnahmen sich auf den Schutz von sensitiven Räumen wie zum Beispiel Lehrerzimmer, Schulleiterbüros oder IT-Räume konzentrieren sollen. Derzeit laufen Abklärungen, ob es möglich ist, diese sensitiven Räume elektronisch zu schützen. Das «Phänomen» Einbruch kann jedoch auf Grund struktureller, finanzieller und auch denkmalpflegerischer Auswirkungen nicht ausschliesslich baulich gelöst werden. Gerade bei Schulen steht die hermetische Abschirmung in einem grundsätzlichen Widerspruch zum Konzept des Empfangs und der Offenheit. Für eine erfolgreiche Einbruchprävention sind nur interdisziplinäre Ansätze zielführend.

7) *Stimmt es, dass einbruchsichere Türen an Bestimmungen des Heimatschutzes scheitern?*
Nein. In Zusammenarbeit mit der Denkmalpflege konnte für die Schulanlage Sahligut eine Lösung gefunden werden. Die einbruchsicheren Aussentüren wurden während den Sommerferien montiert.

8) Gibt es im Falle eines Einbruchs Anzeigen und wenn ja, wer macht diese?
Die Abteilung Schule & Sport erstattet immer Anzeige bei einem Einbruch.

Biel, 21. September 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage
- Interpellation 20160113

Vorstoss Nr./Interv. no: 160113
Termin: 21.9.16
BKS
Mitbericht/Corapport: DSS, BEU
Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Interpellation zur Einbruchsserie in den Bieler Schulen

Die aktuelle Einbruchsserie in Bieler Schulen geben zu folgenden Fragen Anlass:

1. Wie viele Anzeigen wegen Einbrüchen in Bieler Schulen hat es in diesem Jahr 2016 gegeben?
2. Wie viele Einbrüche hat es im vergangenen Jahr 2015 gegeben?
3. Wie oft wurde in den letzten Jahren im OSZ-Mett-Bözingen eingebrochen?
4. Wie hoch ist der durch die Einbruchserie verursachte Schaden für die Stadt allein in diesem Jahr?
5. Wie viele TäterInnen konnten in der Vergangenheit ermittelt werden. Handelt es sich bei den gefassten Personen um ehemalige, aktuelle SchülerInnen oder um Aussenstehende.

Hat der GR überhaupt hierzu Informationen.

6. Welche baulichen Massnahmen drängen sich angesichts dieser Einbruchserie auf?
7. Stimmt es, dass einbruchssichere Türen an Bestimmungen des Heimatschutzes scheitern?
8. Gibt es im Falle eines Einbruchs Anzeigen und wenn ja, wer macht diese?

Begründung:

Die vielen uns bekannten Einbrüche geben zur Sorge Anlass. Meldungen von Lehrerseite und auch aus dem Hauswartsdienst ergeben, dass die Nerven ausserordentlich angespannt sind. Einbrüche sind stets mit erheblichem Aufwand verbunden, führen zu Verunsicherung und Misstrauen. Sie sind mit hohen Materialschäden verbunden, zwingen Lehrkräfte dazu, Gelder privat zwischenzulagern und sie schädigen auch den Ruf der Bieler Schulen.
Es ist den Interpellanten bewusst, dass der Gemeinderat keine polizeilichen Details bekannt geben darf. Aber es besteht ein legitimes Anrecht darauf zu wissen, wie der Gemeinderat diese Einbruchswelle einschätzt und welche Massnahmen er im Auge hat, um diesem Treiben Schranken zu setzen.

Biel, den 21. April 2016

Alain Pichard

Alain Pichard

Anhang Nr. 5

Réponse

à l'interpellation 20160114, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, «Projet "Ensemble", quelle information politique et quel(s) coût pour quel(s) résultat(s) ?»

Par leur interpellation, les intervenants posent diverses questions au sujet de l'ancien projet «Ensemble» auxquelles le Conseil municipal est en mesure de répondre comme suit:

1. *Quel était l'objectif chiffré du projet «Ensemble» pour la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville (nombre de familles touchées, argent économisé pour les services sociaux,...) ?*

   Le but du projet de mentorat intergénérationnel bilingue «Ensemble» était d'engager des personnes bénévoles à titre de mentors pour accompagner des enfants âgés de 5 à 12 ans issus de familles défavorisées aux plans social et de la formation, surtout d'origine migratoire, dans les domaines des loisirs, de l'apprentissage des langues et de l'intégration sociale. Il était prévu de former environ 15 «Ensemble» (relations de mentorat) dans chaque langue officielle (français et allemand).

   Dans ce cadre, des mentors (hommes et femmes) de toutes les générations devaient rencontrer les enfants au moins deux fois par mois et, ainsi, au moyen d'une approche axée sur les solutions, et grâce à leur fonction d'exemple pour les enfants, jouer un rôle de bâtisseur de pont avec les familles et encourager durablement leur promotion et leur intégration gloable. Le point fort devait être pour ces mentors d'avoir du plaisir à accompagner les enfants (et les parents), et des connaissances préalables n'étaient donc pas requises. Ce type d'accompagnement basé sur des relations de mentorat devait encourager les rencontres et les échanges entre les familles concernées issues de la migration et des familles indigènes, ce qui devait à son tour mener à des expériences positives, à des contacts sociaux durables et, indirectement, aussi soutenir l'intégration des parents. En outre, il s'agissait d'encourager l'intégration sociale au sens d'une participation à la vie sociale et d'une mixité culturelle.

   Il était prévu que des spécialistes de la Fondation GAD mettent soigneusement au courant les mentors et les préparent au mieux à accomplir une tâche passionnante et multiple, puis les accompagnent et les soutiennent en organisant des formations continues régulières, des supervisions et des activités de groupe.

   Il n'est cependant pas possible de chiffrer l'avantage financier retiré par le Service social. Un tel profit n'était pas déterminant pour la Direction de l'action sociale et de la sécurité (ASS), car le projet devait être financé, pour l'essentiel, par des sponsors de la Fondation GAD.

2. *Comment la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville, qui a initié ce projet, ignorait-elle la préexistence du projet «mit mir» proposé depuis dix ans déjà ?*

   Dans le cadre du groupe de réflexion de l'ASS, on avait débattu en son temps du lancement d'un projet de parrainage pour enfants défavorisés. À l'époque, le projet «mit mir – avec moi» de Caritas Berne et de l'Association «Benevol Bienne-Seeland» n'avait pas fait l'objet d'une promotion publique de la part de ses responsables. Ni les autorités biennoises ni les autorités cantonales contactées, ou même des partenaires privés tels que Multimondo, Croix-Rouge suisse (CRS) et effe, entre autres, auprès desquels on s'est informé, n'étaient au courant de ce projet. Lors de ses travaux de recherche, le Service spécialisé de l'intégration de la Ville de Bienne est tombé uniquement sur l'ancien projet «mitten unter uns» de la CRS Berne, qui n'a toutefois rencontré aucun succès à Bienne et était déjà arrêté à l'époque. Ce n'est que lors du lancement du projet «Ensemble» que les organisations susmentionnées ont informé de l'existence du projet «mit mir - avec moi».

Le projet «Ensemble» et le projet «mit mir - avec moi» de Caritas Berne sont certes semblables, mais non comparables. Ce dernier projet est aussi un projet de parrainage d'enfants, mais il s'adresse en premier lieu à des familles se trouvant dans une situation de vie difficile, traversant une phase délicate ou ayant peu de moyens financiers. Cela concerne surtout des familles subissant des changements tels que divorces, maladies de longue durée, chômage ou issues de la migration. Il s'agit essentiellement de les délester et de faire découvrir de nouveaux horizons aux enfants. Au contraire, le projet «Ensemble» était axé spécialement sur des familles ayant un faible niveau de formation et désavantagées sur le plan social, surtout d'origine migratoire. L'objectif poursuivi par ce projet consistait essentiellement à soutenir leur intégration sociale et leur niveau de formation ainsi qu'une mixité culturelle (cf. point 1.).

3. Quelle étude sur les besoins a été faite avant le lancement du projet ?

Le «Programme d'intégration 2014–2017» du canton de Berne (PIC) ainsi que d'autres rapports stratégiques cantonaux ont été analysés avant le lancement du projet «Ensemble», et les conditions-cadre suivantes ont été évaluées:

- Près d'un tiers de la population résidente suisse permanente a un passé migratoire (c.-à-d. qui a immigré en Suisse ou dont les parents sont venus s'installer en Suisse). Un tiers des personnes concernées possède la nationalité suisse. Avec un taux de 13,4%, le canton de Berne se situe en deçà de la moyenne de tous les cantons. La répartition de la population étrangère dans le canton de Berne est très inégale. C'est ainsi, par exemple, que l'arrondissement de Bienne a un taux de presque 30%, soit l'un des plus élevés du canton de Berne, mais aussi de toute la Suisse.

- Il convient de noter ici que pour les ressortissants de pays tiers, l'accès au marché du travail est clairement difficile. Sur le plan linguistique, les migrants et migrantes issus de pays tiers ont aussi de plus grands obstacles à franchir. Seuls 40% de ces personnes indiquent parler une langue nationale comme langue principale. Cette situation n'est souvent pas simple pour les enfants et les jeunes de pays tiers, et cela se répercute négativement sur le développement de leurs compétences, leur formation, leurs loisirs et leur intégration sociale. C'est ainsi que le taux de jeunes achevant la scolarité obligatoire sans solution pour la suite atteignait jusqu'à 35% au printemps 2010. En comparaison, le taux de jeunes Suisses dans la même situation varie entre 5% et 8%.

- La nouvelle Loi sur les étrangers (LEtr) entrée en vigueur au niveau fédéral au 1er janvier 2008 entend, entre autres, améliorer la situation de ressortissants étrangers et ressortissantes étrangères séjournant durablement et légalement en Suisse. C'est ainsi que les efforts doivent être soutenus en vue de leur intégration. Ici, les cantons et les communes tiennent compte des besoins particuliers des femmes, des enfants et des adolescents (art. 53, al. 4 LEtr).

- La Loi cantonale sur l'intégration de la population étrangère (Loi sur l'intégration; LInt) entrée en vigueur le 1er janvier 2015, a pour but de favoriser l'intégration de la population étrangère selon le principe d'encourager et d'exiger. «L'intégration doit permettre une cohabitation constructive et reposant sur un respect mutuel de la population suisse et de la population étrangère [...]. Il convient de permettre aux personnes étrangères de se former et de participer à la vie économique, sociale et culturelle». L'intégration des enfants et des adolescents, qui implique leurs parents, commence le plus tôt possible (art. 4, al. 3 LInt).

En vue du lancement du projet «Ensemble», la Fondation GAD avait interrogé préalablement des personnes et des organes spécialisés, ou ces personnes ont reçu le projet de concept à titre consultatif (p. ex. Multimondo en tant que centre de compétence en matière d'intégration pour le site de Bienne, Service spécialisé de l'intégration de la Ville de Bienne, Association interculturelle InterNido de Nidau, Service social de la Ville de Bienne, ainsi que plusieurs représentants et représentantes de diverses familles et groupes issus de la migration).

4. *Des contacts avec des institutions partenaires ont-ils été pris avant le lancement ?*

Oui – cf. réponse à la question 3.

5. *De quel réseau la Ville ou la fondation GAD bénéficiaient pour trouver des parrains/marraines et toucher les familles concernées ?*

Il incombait à la Fondation GAD de trouver des mentors et de les intégrer au programme. Pour cela, elle aurait fait jouer son propre réseau. Concrètement, il était prévu d'organiser une ou deux fois par an une séance d'information publique traitant du projet «Ensemble» et d'y inviter des mentors et des familles potentiellement intéressés. Les bénévoles intéressés auraient alors reçu un formulaire d'inscription ou pu s'annoncer directement en ligne sur le site Internet du programme.

6. *Quel financement de la part de la Ville, respectivement de la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville, a été investi pour le lancement de ce projet ?*

Un montant de 760 fr. a été investi pour une séance d'information. Aucun autre frais n'en a résulté pour la Ville de Bienne.

7. *Comment s'est décidé ce financement ?*

La plus grande partie du financement du projet a été assumée par la Fondation GAD. À l'origine, l'ASS avait versé une contribution unique de démarrage de 19'500 fr. à la Fondation GAD, que celle-ci a toutefois remboursé intégralement à l'ASS en raison de l'abandon du projet.

8. *Pourquoi la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville a-t-elle communiqué en grande pompe lors du lancement, et la fondation GAD, très discrètement sur leur site, lors de l'abandon du projet ? Pour quels motifs le directeur de la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville n'a-t-il pas communiqué à cette occasion ?*

Au début du projet, il était important de le faire connaître à un large cercle de personnes, afin de pouvoir recruter suffisamment de mentors, sans lesquels il n'aurait pas été réalisable. L'ASS avait un rôle bien défini à jouer dès le début en tant que «co-initiatrice» et jusqu'au lancement du projet proprement dit. Pour la suite, la Fondation GAD devait assumer seule la responsabilité opérationnelle et stratégique, de sorte que pour toutes les phases ultérieures (aussi en ce qui concerne la communication), l'ASS n'était plus impliquée.

9. Y a-t-il d'autres projets envisagés par la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville ? Si oui, une étude préalable est-elle envisagée ?

Dans le domaine de projets de parrainage, aucune autre activité n'est projetée à l'heure actuelle.

Bienne, le 31 août 2016

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	La chancelière municipale:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Annexe: interpellation 20160114

Interpellation

Vorstoss Nr./Interv. no: 160114
Termin/Délai CM: 21.9.16
21 avril 2016 DSS
Dir.:
Mitbericht/Co-rapport:
Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Projet « Ensemble », quelle information politique et quel coût pour quel(s) résultat(s) ?

En octobre 2014, une large communication paraissait dans les médias locaux et nationaux sur le lancement du projet « Ensemble », projet de parrainage d'enfants défavorisés et issus de la migration, initié par la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville en août 2014 et confié à la Fondation GAD.

Nous apprenions début avril de cette année, durant les congés de Pâques, que la Fondation Gad renonçait à poursuivre le projet au motif qu'elle ignorait la pré-existence du projet « mit mir » de Benevol Bienne mandaté par Caritas. Le projet aura duré à peine un an et demi.

Le conseil municipal est prié de répondre aux questions suivantes :

- Quel était l'objectif chiffré du projet « Ensemble » pour la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville ? (nombre de familles touchées, argent économisé pour les services sociaux, ...)
-
- Comment la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville, qui a initié ce projet, ignorait-elle la pré-existence du projet « mit mir » proposé depuis dix ans déjà ?
- Quelle étude sur les besoins a été faite avant le lancement du projet ?
- Des contacts avec les institutions partenaires ont-ils été pris avant le lancement? Et par la suite ?
- De quel réseau la ville ou la fondation GAD bénéficiaient pour trouver des parrains/marraines et toucher les familles concernées ?
- Quel financement de la part de la ville, respectivement de la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville a été investi pour le lancement de ce projet ?
- Comment s'est décidé ce financement ?
- Pourquoi la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville a-t-elle communiqué en grande pompe lors du lancement et la fondation GAD, très discrètement sur leur site, lors de l'abandon du projet ? Pour quels motifs le directeur de la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville n'a -t-il pas communiqué à cette occasion?
- Y a-t-il d'autres projets envisagés par la Direction de l'action sociale et de la sécurité de la Ville ? si oui, une étude préalable est-elle envisagée ?

Pour le groupe socialiste

Caroline Jean-Quartier

Anhang Nr. 6

Réponse

à l'interpellation 20160115, Glenda Gonzales, Groupe socialiste, «Délocaliser le marché aux puces de la Vieille Ville, quelle a été la procédure de décision ?»

Le Conseil municipal est en mesure de prendre position comme suit quant aux questions posées par l'intervenante:

Introduction

Depuis la fin des années septante, le marché aux puces de la Vieille Ville a lieu durant la saison chaude. Ces dernières années, il s'est déroulé au Ring et dans les environs immédiats deux fois par mois.
Le marché aux puces est très apprécié des exposants et exposantes ainsi que de la population, et le taux de réservation avoisine toujours cent pour cent.

En 2015, quelques artisans de la Vieille Ville se sont adressés au service municipal compétent (Police locale) en demandant à ce que le marché aux puces ne se déroule plus qu'une fois par mois. Ils ont motivé leur requête comme suit:

- L'espace disponible lors du marché aux puces est très restreint.
- Le marché aux puces gêne l'exploitation des magasins de vente dans le périmètre concerné (accès restreint aux commerces, visibilité des vitrines réduite par les stands des exposants et exposantes, etc.).
- Les magasins de vente situés dans le périmètre du marché aux puces déplorent chaque fois une perte sensible de clientète et donc de chiffre d'affaires, ce qui remet en cause leur existence.

Ces éléments ont également été mis en avant dans le cadre de la réalisation, en 2015, d'une «Stratégie de valorisation» portant sur la rue Basse et la rue des Maréchaux et plus généralement sur l'ensemble de la Vieille Ville. Rédigée par l'Association «Réseau Vieille Ville», active dans toute la Suisse, cette étude peut être consultée sur la page internet suivante: www.biel-bienne.ch/vieilleville. Dans le cadre de sa réalisation, des tables rondes ont été menées avec les riverains, les propriétaires fonciers et les commerçants et restaurateurs de ces deux artères. La question des marchés aux puces y a été discutée et certaines personnes étaient favorables à ce que leur nombre soit réduit, notamment pour des raisons de nuisances (trafic routier avant 06h00 du matin). Faisant partie du groupe d'accompagnement qui a suivi la réalisation de la stratégie, les deux associations présentes en Vieille Ville (Guilde et Association «Vieille Ville active») ont également confirmé que la situation relative au marché aux puces devenait de plus en plus difficile et qu'elles privilégiaient un changement de régime. Le Conseil municipal constate par ailleurs qu'actuellement, et conformément à l'orientation fixée par la Stratégie de valorisation, la Vieille Ville connaît un regain d'activités et d'attractivité, que ce soit par la création de nouveaux magasins ou grâce à l'organisation du «First Friday».

Après un examen approfondi de la situation, l'Inspection de police a décidé en 2016 de procéder à un essai durant lequel le marché aux puces n'aurait plus lieu qu'une fois par mois à la Vieille Ville, mais pour cela, sur une plus grande étendue. Cette expérimentation prévoit la tenue mensuelle du deuxième marché aux puces sur d'autres espaces publics tels que la place du Marché-Neuf et l'Esplanade. Une appréciation de la nouvelle situation est prévue pour la fin de l'année, après quoi il sera décidé de la marche à suivre pour 2017.

Réponses détaillées aux questions:

1. Les commerçants de la Vieille Ville ont-ils été concertés ? Lesquels ?

   Se reporter aux explications fournies en introduction à la présente réponse. Le Conseil municipal renonce à fournir les noms des personnes concertées pour des raisons de protection des données et de la personnalité.

2. Quels sont les critères objectifs (évolution du nombre de plaintes pour nuisances déposées, baisse du chiffre d'affaires pour les commerçants, etc.) qui ont permis la décision ?

   En plus des motifs et des critères cités en introduction à la présente réponse, il convient de mentionner encore les points suivants:

   - L'espace disponible au Ring s'avère régulièrement insuffisant pour pouvoir répondre favorablement à toutes les demandes de places pour les stands. Cela engendre des refus et des pertes de recettes bienvenues pour la Ville.
   - De manière générale, on constate d'année en année une augmentation des demandes d'utilisation du domaine public pour des manifestations dans la Vieille Ville, mais aussi dans le reste du centre-ville. La plupart de ces manifestations engendrent des émissions qui se répercutent en partie fortement sur la population résidante et les commerces. Par conséquent, le Conseil municipal est d'avis qu'il est nécessaire que les manifestations organisées soient réparties entre les espaces disponibles, afin que leurs effets négatifs soient aussi répartis de manière plus équilibrée pour alléger les différents sites.
   - Le Conseil municipal souhaite, par ailleurs, veiller à ce que les autres places du centre-ville puissent aussi disposer d'animations et d'activités régulières. L'organisation de marchés aux puces sur l'Esplanade et sur la place du Marché-Neuf, sinon peu animées, va dans ce sens.

3. Le cas échéant, comment a été prise la décision ? Quels sont les critères qui ont été décisifs ?

   Se reporter aux explications fournies en introduction et à la réponse 2.

4. Quelle prise en compte de l'aspect «tradition» du marché aux puces à la Vieille Ville ?

   Comme l'administration, le Conseil municipal est conscient que par principe, le marché aux puces constitue une manifestation traditionnelle dans la Vieille Ville. Il est donc incontestable que le marché aux puces se tiendra aussi à l'avenir à cet endroit.
   Toutefois, les besoins des exposants et exposantes, ainsi que de la population intéressée (atteignabilité, place disponible, possibilités de stationnement, etc.) se sont fortement développées et modifiées par le passé. À cela s'ajoute le fait que la ville elle-même s'est transformée et que de plus en plus de surfaces sont mises à disposition du public, pas seulement en terme de stationnement, comme par exemple la place du Marché-Neuf et l'Esplanade. Ces nouveaux espaces doivent donc être mis à profit dans l'intérêt de toute la population, par exemple avec la tenue d'un marché aux puces.

5. Quels avantages objectifs (chiffrés ou ayant fait l'objet d'une étude préalable) apportera la délocalisation du marché aux puces à la Place du marché Neuf ou à l'Esplanade ?

   La délocalisation partielle du marché aux puces de la Vieille Ville en 2016 a été décidée à titre expérimental, et fera l'objet d'une évaluation en fin de saison en tenant compte des critères suivants:

   - Nombre de retours d'information positifs et négatifs issus de la population, des commerçants et des exposants eu égard aux trois sites retenus.
   - Retours d'information des guildes des quartiers concernés.

- Retours d'information d'autres milieux.
- Évolution du nombre de demandes insatisfaites de participation aux marchés aux puces.
- Évolution des recettes générées par les marchés aux puces pour la Ville.

Au vu des résultats de l'appréciation, il sera décidé sir le marché aux puces se tiendra de nouveau exclusivement dans la Vieille Ville ou à divers endroits de la ville.

6. Comment a-t-il été pensé maintenir l'identité et la fréquentation du marché aux puces en le rendant itinérant sur 3 lieux ?

Remarque à ce sujet, le site de la Ville de Bienne indique encore aujourd'hui: «le traditionnel marché aux puces se déploie encore aujourd'hui sur la place du Ring, dans la ruelle du Haut et sur l'esplanade de l'église durant les mois de mai à octobre».

Le maintien de l'identité du marché aux puces est garanti par le fait qu'il est organisé et surveillé par une autorité municipale, en l'occurrence l'Inspection de police. La réglementation fondamentale du marché aux puces, le mode de présentation des marchandises proposées, les stands de marché mis à disposition, une grande partie des exposants et exposantes ainsi qu'une grande partie des visiteurs et visiteuses ne sont pour ainsi dire pas différents d'un lieu à l'autre. Par conséquent, il peut être garanti que le marché aux puces biennois ne perd pas son identité originale en changeant d'endroit.

Le texte publié sur le site Internet de la Ville n'a pas été modifié, car le nombre d'éditions du marché ne change pas, et que la réglementation pour 2016 est à titre expérimental.

Bienne, le 14 septembre 2016

Au nom du Conseil municipal

Le maire: Le vice-chancelier:

Erich Fehr Julien Steiner

Annexe: interpellation 20160115

Vorstoss Nr./Interv. no: 160115
Termin: 21.9.16
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Co-report: PRA/STK

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Interpellation

Délocaliser le marché aux puces de la Vieille Ville, quelle a été la procédure de décision ?

Les biennois apprenaient début avril dans les journaux locaux la délocalisation du traditionnel marché aux puces de la Vieille Ville. Cette manifestation tenue à quinzaine du printemps au début de l'automne fait partie intégrante de la vie de la Vieille Ville depuis des décennies. Par ailleurs la Ville de Bienne ainsi que plusieurs commerçants de la Vieille Ville font des efforts pour la rendre attractive, cette mesure n'est-elle pas à contre-sens ?

- Les commerçants de la Vieille Ville ont-ils été concertés ? Lesquels ?
- Quels sont les critères objectifs (évolution du nombre de plaintes pour nuisances déposées, baisse du chiffre d'affaire pour les commerçants, ...) qui ont permis la décision ?
- Le cas échéant, comment a été prise la décision ? Quels sont les critères qui ont été décisifs ?
- Quelle prise en compte de l'aspect « tradition » du marché aux puces à la Vieille Ville ?
- Quels avantages objectifs (chiffrés ou ayant fait l'objet d'une étude préalable) apportera la délocalisation du marché aux puces à la Place du Marché-Neuf ou à l'Esplanade?
- Comment a-t-il été pensé maintenir l'identité et la fréquentation du marché aux puces en le rendant itinérant sur 3 lieux ?
  Remarque à ce sujet, le site de la ville de Bienne indique encore aujourd'hui: « Le traditionnel marché aux puces de la Vieille Ville de Bienne se déploie sur la place du Ring, dans la ruelle du Haut et sur l'esplanade de l'église durant les mois de mai à octobre »

21 avril 2016

Fraction socialiste

G.Gonzalez

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang Nr. 7

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20160158, Jeremias Ritter, GLP, Reto Gugger, BDP, Peter Bohnenblust, FDP, «Verkehrsampeln in Randstunden ausschalten»

In diesem Postulat wird der Gemeinderat aufgefordert, zu prüfen, ob der Verkehr auf Kreuzungen mit Ampelsteuerung ausserhalb der Stosszeiten bei ausgeschalteten Ampeln besser fliesst und gegebenenfalls den Betrieb anzupassen.

Im Allgemeinen wird die Einhaltung der Lichtsignale als zufriedenstellend eingestuft. Der Betrieb der Ampeln zu Randzeiten verursacht keine übertrieben langen Wartezeiten. Ausserdem funktioniert die Bus- und Fussgängerbevorzugung bei einer ausgeschalteten Anlage nicht. In den Randstunden und nachts können durch die eingeschalteten Anlagen bestimmte Fussgängerstreifen gesichert werden; sie wirken verkehrsberuhigend und die Wartezeiten sind durch die kurzen Warteschlangen minimal. Aus diesen Gründen verzichtet der Gemeinderat aktuell darauf, eine Studie zum Betrieb aller Anlagen durchzuführen.

Dort wo es aus Sicherheitsgründen notwendig ist, funktionieren die Lichtsignalanlagen rund um die Uhr (Kategorie 1). Der Betrieb der anderen Anlagen (Kategorie 2) wird an Werktagen den Ladenöffnungszeiten angepasst. Dieses Vorgehen wird als zufriedenstellend erachtet. Eine aktualisierte Übersicht des Betriebs und Zustands der Anlagen befindet sich momentan in der Umsetzung. Anschliessend wird ein Sanierungsprogramm für die Lichtsignalanlagen erstellt. Der Gemeinderat wird diese laufende Studie nutzen, um bei den Ampeln der Kategorie 2 eine allgemein gültige Zeiteinstellung einzuführen (Mo-Fr: 06.00-21.30 Uhr; Sa: 08.00-20.00 Uhr; So: 10.00-20.00 Uhr).

Die Regulierung des Verkehrsflusses wird in Zusammenhang mit der Planung der verkehrlich flankierenden Massnahmen (vfM) der A5 und der Umsetzung der Massnahmen des Agglomerationsprogramms zusätzlich eingehend geprüft. In diesem Rahmen ist der Gemeinderat bereit, die Zweckmässigkeit einer Optimierung des Anlagebetriebs zu evaluieren, insbesondere indem im Einzelfall bei einem zyklischen Betrieb die Notwendigkeit einer Ausrüstung mit Anmeldeschlaufen für Fahrzeuge abgeklärt wird, um in den Randstunden die Wartezeit zu so kurz wie möglich zu halten und zu Stosszeiten den Verkehrsfluss zu verbessern.

Für den Betrieb der Lichtsignalanlagen auf den Kantonsstrassen ist das Tiefbauamt des Kantons Bern zuständig. Eine gründliche Prüfung der Verkehrsregelung, wie vorgängig erwähnt, wird jedoch auf jeden Fall mit der Region und dem Kanton koordiniert, um einen kohärenten und homogenen Betrieb in Biel und der Region sicherzustellen.

Der Gemeinderat beantragt daher dem Stadtrat, das Postulat 20160158 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 26. Oktober 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: überparteiliches Postulat 20160158

Biel Bienne

[illegible] nr./Interv. no: 160158
[illegible] CM: 26.10.16
[illegible]: BEU
[illegible]bericht/Corapport: DSS

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Überparteiliches Postulat

Verkehrsampeln in Randstunden ausschalten

Antrag

Der Gemeinderat der Stadt Biel wird beauftrag zu prüfen, bei welchen Ampeln auf dem Stadtgebiet der Verkehr ausserhalb der Stosszeiten ohne Ampelsteuerung besser fliesst als mit und ob und wie bei diesen Ampeln auf eine Inbetriebnahme im entsprechenden Zeitraum verzichtet werden kann.
Wenn möglich sind Gemeinde- und Kantonsstrasse zu berücksichtigen.

Begründung

Viele Verkehrsampeln sind tagsüber bei wenig Verkehr und auch Abends und Nachts in Betrieb und wirken dann für den spärlichen Verkehrsfluss hinderlich. Die damit verbundenen unnötigen Stop-and-go's sind für die Autofahrer ärgerlich, für die Umwelt schädlich und für die Anwohnenden eine vermeidbare Lärmquelle. Für Velofahrer ist das Stop-and-go zudem anstrengend, was oft zu einer Verletzung der zu diesem Zeitpunkt zwar völlig unnötigen, aber dennoch geltenden Verkehrsregeln führt. Dies gilt ebenso für Fussgänger, welche in solchen Momenten verständlicherweise selten auf Grün warten.
Für die Busbevorzugung könnten die Ampeln in Randzeiten bei Bedarf aktiviert werden, wie dies bei einigen Anlagen ja bereits gemacht wird. Gleiches gilt auch für Fussgänger, die lieber auf grün warten.

Biel, 19. Mai 2016

Jeremias Ritter
glp

Reto Gugger
BDP

Peter Bohnenblust
FDP.Die Liberalen

Anhang Nr. 8

Beantwortung

der Interpellation 20160154, Werner Hadorn, SP, "FC Biel"

Der vorliegend zu behandelnde Vorstoss wurde vor dem Hintergrund der damals öffentlich bekannten und diskutierten schwierigen finanziellen Situation des FC Biel (FC Biel/Bienne Football AG) und dessen Ausschluss aus der Challenge League eingereicht. Auch bildete die Geschäftsführung des FC Biel Gegenstand der teilweise emotional und öffentlich geführten Diskussion und Medienberichterstattung.

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss werden dem Gemeinderat folgende Fragen unterbreitet:

1. Ist der FC Biel seinen finanziellen Verpflichtungen gegenüber der Stadt nachgekommen?

Der FC Biel stand hinsichtlich der Benützung der Tissot Arena in einem entsprechenden Vertragsverhältnis mit der CTS AG.

Im Februar 2015 wurde dem FC Biel ein Darlehen in der Höhe von CHF 200'000.- gewährt. Im Zentrum der Verhandlungen standen die Absicherung der sportlichen und finanziellen Interessen der Stadt Biel und die Festlegung der Darlehenskonditionen. Einen wesentlichen Punkt bildete dabei die Sicherstellung des Juniorenfussballs. In finanzieller Hinsicht wurde die Sicherstellung der Rückzahlung des Darlehens über die Abtretung der Forderung des Naming Right Beitrages an die Stadt Biel (Beiträge für das Naming Right der CTS AG an den FC Biel) von jährlich CHF 28'000.- über eine garantierte Laufzeit von 10 Jahren vereinbart.

Der FC Biel befindet sich bekanntlich im Konkursverfahren und die Stadt Biel hat dem Konkursamt die Forderung aus dem erwähnten Darlehensvertrag inkl. der aus der Konkursmasse auszusondernden Abtretung angezeigt.

2. Wie kann und gedenkt der Gemeinderat auf die Vorgänge beim Klub Einfluss zu nehmen?

Der FC Biel war eine privatrechtliche Aktiengesellschaft und die Stadt Biel hatte weder das Recht noch die Möglichkeit, auf die Klubführung verbindlich Einfluss zu nehmen. Die pflichtgemässe Geschäftsführung bildet eine unübertragbare Aufgabe der Gesellschaftsorgane. Bei unsachgemässer Erfüllung haben die dafür gesetzlich vorgesehenen Organe einzuschreiten; diese sind nicht auf Gemeindeebene angesiedelt.

Abschliessend ist festzuhalten, dass der Gemeinderat ausserordentlich bedauert, dass es dem FC Biel nicht gelungen ist, die vortreffliche Ausgangslage mit der neuen, attraktiven Tissot Arena zu nutzen. Die Tissot Arena wird jedoch auch inskünftig regelmässig für hochklassige Fussballveranstaltungen genutzt (Frauen- und Nachwuchsnationalstadion, Cupfinals Frauen und Nachwuchs, Uhrencup etc.). Ausserdem konnte die Fussballschule der Stadt, mit 150 Kindern zwischen 4 und 6 Jahren, an einem Training mit der Football Academy des SFV teilnehmen. Inzwischen konnte auch die Nachfolgeorganisation in der Tissot Arena einziehen und die

Installationen nutzen. Die Nutzung der topmodernen Tissot Arena bildet für sie einen wichtigen Motivationsfaktor. Damit geht der Gemeinderat aufgrund der Vorkommnisse rund um den FC Biel keinesfalls von einer Imageschädigung der Stadt Biel aus.

Biel, 12. Oktober 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Der Vize-Stadtschreiber:
Erich Fehr	Julien Steiner

Beilage: Interpellation 20160154

Stadtrat

Vorstoss Nr./interv. no: 160154
Termin: 26.10.16
Direktion/Direction: FID
Mitbericht/Corapport: 19 BKS, PRA, OSS
Datum (Ausdruck): 18. Mai 2016
Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Interpellation

FC Biel

Der Gemeinderat wird gebeten, auf die folgenden Fragen zu antworten:

1. Ist der FC Biel seinen finanziellen Verpflichtungen gegenüber der Stadt nachgekommen?
2. Wie kann und gedenkt der Gemeinderat auf die Vorgänge beim Klub Einfluss nehmen?

Begründung:

Die bedenklichen Vorgänge beim FC Biel touchieren auch die Interessen der Stadt Biel, sowohl hinsichtlich der Benutzung der Tissot Arena wie allgemein hinsichtlich des Images der Stadt.

Werner Hadorn SP

Anhang Nr. 9

Beantwortung

Beantwortung der dringlichen Interpellation 20160254, Sandra Schneider, SVP, "Hat der "Prix Engagement" noch Wert?"

Mittels einer Liste von Fragen werden in der vorliegenden Interpellation die Anstrengungen der Stadt, die Hauseigentümerinnen und Hauseigentümer zur Sanierung ihrer Liegenschaften zu animieren, insbesondere durch den "Prix Engagement", den Einschränkungen der baurechtliche Grundordnung gegenübergestellt, welche vorsieht, dass die Bauten und Anlagen zusammen mit ihrer Umgebung eine gute Gesamtwirkung ergeben müssen. Der Gemeinderat kann sich dazu wie folgt äussern:

1. *Der „Prix Engagement" hat zum Ziel, dass Hausbesitzer ihre Liegenschaften aufwerten. Haben die Besitzer des orangefarbenen Hauses an der Mettstrasse in Biel nach Ansicht des Gemeinderates ihre Liegenschaft mit dem Anstrich aufgewertet?*

Der ursprüngliche Wille der Besitzer der Liegenschaft an der Mettstrasse 108 war sicher die Instandstellung der im Laufe der Zeit und durch die Luftverschmutzung verwitterten Fassade, was in diesem Sinne in die vom "Prix Engagement" angestrebte Richtung ging. Anscheinend wollten Sie ausserdem ihren Wohnkonfort durch den Bau einer neuen Pergola verbessern.

In Bezug auf den Anstrich zeigt sich heute, dass dies in lobenswerter Absicht geschah, das Resultat jedoch unangemessen ausfällt und nicht mit geltendem Recht vereinbar ist. Es hat sich für den Gemeinderat immer von selber verstanden, dass Aufwertungen im Sinne des "Prix Engagement" unter Einhaltung der geltenden rechtlichen Bestimmungen erfolgen müssen (nähere Angaben zu den relevanten rechtlichen Bestimmungen unter der nachfolgenden Ziffer 2). Zudem erschöpfen sich die Ziele des "Prix Engagement" nicht in einem Neuanstrich einer Liegenschaft; der "Prix Engagement" soll ausdrücklich einen Mehrwert für die Nutzung der Liegenschaft generieren.

Zur Erinnerung, der "Prix Engagement" wird für die drei besten Liegenschaftserneuerungen des Jahres verliehen. Die Beurteilungskriterien lauten folgendermassen: Architektonische Qualität, Bedeutung für das Bieler Stadtbild, Rendite- und Vermarktungsentwicklung, Anzahl Gebäude/Einheiten, welche das Projekt umfasst.

2. *Wenn ja, wie beurteilt der Gemeinderat den Entscheid der städtischen und kantonalen Verwaltung, welche dem Liegenschaftsbesitzer einen neuen Anstrich verordnete?*

Die Baubewilligungsbehörde ist verpflichtet, die Gesamtwirkung der Vorhaben – und in diesem Zusammenhang unter anderem die Farbgebung – zu prüfen. Sie wird dabei von einer internen Fachgruppe für Baufragen (IFG) unterstützt. Da die Farbgebung unter anderem in Verbindung mit der Umgebung des Vorhabens und unter Berücksichtigung seiner Funktion (Gesamtwirkung) zu prüfen ist, müssen die Projekte im Einzelfall beurteilt werden. Eine schematische Beurteilung ist nicht möglich, da eben nicht nur das Baugesuchsobjekt an sich zu betrachten ist, sondern auch das Umfeld, in dem es steht. Die Entscheide werden fachlich im Rahmen der IFG aufbereitet und vor der finalen Ausfertigung des sogenannten "Gesamtbauentscheides" auch noch durch die Dienststelle Bau- und Planungsrecht überprüft. Somit ist die Fachbeurteilung im Einzelfall als Anwendung von Gesetz, Reglement und Verordnung gewährleistet.

Im vorliegenden Fall ist zudem zu beachten, dass die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion des Kantons Bern (BVE) als Rekursinstanz nicht nur den Entscheid der Vorinstanz bestätigt hat, sondern ein zusätzliches unabhängiges Fachgremium (die Kommission zur Pflege der Orts- und Landschaftsbilder, OLK, welche übrigens der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion des Kantons Bern, JGK, und nicht der im Beschwerdeverfahren federführenden BVE zugeordnet ist) zur gleichen materiellen Beurteilung gelangt ist: "Aufgrund der gewählten Farbe und vor allem ihrer Intensität fällt das Gebäude in seiner Umgebung sehr stark auf. Diese Farbintensität verleiht dem Gebäude eine Präsenz und Wichtigkeit, welche ihm aufgrund seiner Funktion innerhalb des Quartiers nicht zukommt. Dadurch ist eine Gesamtwirkung mit der bestehenden Umgebung nicht gegeben".

Insgesamt ergibt sich aus den vorstehenden Ausführungen, dass ein objektiv begründeter Entscheid vorliegt, wenn die Beschwerdeinstanz den Entscheid materiell und formell in allen Punkten bestätigt und zudem ein beratendes Organ der Beschwerdeinstanz die materiellen Erwägungen der erstinstanzlichen Behörde gleich beurteilt.

Wird ein Bauvorhaben ohne Baubewilligung ausgeführt, so muss die zuständige Baupolizeibehörde darüber verfügen, ob und inwieweit der rechtmässige Zustand wiederherzustellen ist. Dabei sind die allgemeinen verfassungs- und verwaltungsrechtlichen Grundsätze zu berücksichtigen. Die Wiederherstellungsmassnahme muss im öffentlichen Interesse liegen, verhältnismässig sein und darf den Vertrauensgrundsatz nicht verletzen

Die Wiederherstellung des rechtmässigen Zustands kann unterbleiben, wenn die Abweichung vom Erlaubten nur unbedeutend ist oder die Wiederherstellung nicht im öffentlichen Interesse liegt, ebenso, wenn der Bauherr in gutem Glauben angenommen hat, die von ihm ausgeübte Nutzung stehe mit der Baubewilligung im Einklang.

Das öffentliche Interesse an der Wiederherstellung des rechtmässigen Zustands besteht einerseits an der Durchsetzung der baurechtlichen Ordnung, andererseits im Bestreben der Gemeinde nach einem möglichst intakten Orts- und Quartierbild. Demgegenüber stehen die nicht unerheblichen Kosten für das Umstreichen der Fassade. Mildere Massnahmen, mit denen dasselbe Ziel erreicht werden könnte, sind jedoch nicht ersichtlich. Daher haben die Kosten angesichts der Bösgläubigkeit im baurechtlichen Sinn nicht ausschlaggebendes Gewicht. Das öffentliche Interesse an der Wiederherstellung des rechtmässigen Zustands überwiegt hier die Nachteile, die dem Grundeigentümer durch die Wiederherstellung entstehen. Die von der Gemeinde verfügte Wiederherstellung wurde von der Beschwerdeinstanz daher als verhältnismässig erachtet und bestätigt.

An dieser Stelle hält der Gemeinderat fest, dass er sehr wohl zur Kenntnis genommen hat, dass der vorliegend interessierende Entscheid von breiten Bevölkerungskreisen nicht verstanden wird. In diesem Zusammenhang sind folgende Aspekte wichtig:

- Der Gemeinderat und die einzelnen Gemeinderatsmitglieder müssen im Rahmen ihrer Tätigkeit immer wieder Entscheide fällen resp. unterzeichnen, welche nicht politischer Natur sind, sondern bei denen es einzig um den Vollzug geltender Bestimmungen geht. Bei der hier interessierenden Materie handelt es sich um einen solchen Fall. Dabei muss sicher gestellt sein, dass der Entscheidprozess formell korrekt abgelaufen ist, aber es gibt für das zuständige Gemeinderatsmitglied in der Regel keinen Ermessensspielraum. Dies ist vorliegend der Fall, was sich insbesondere auch aus der Tatsache ergibt, dass der Entscheid der kommunalen Behörden von der kantonalen Beschwerdeinstanz in allen Teilen geschützt worden ist.
- Der Baubewilligungsgentscheid über den neuen Anstrich der Fassade des fraglichen Gebäudes ist somit ein Entscheid einer rechtsanwendenden und nicht einer politischen Behörde. Die Baubewilligungsbehörde gehört im gewaltenteiligen

Staatsaufbau der Judikative an. Die einzelnen Gewalten dürfen in einem Rechtsstaat nicht in ihre gegenseitigen Kompetenzen eingreifen. Der Gemeinderat als politische Exekutivbehörde kann in keinem Fall in einen Entscheid einer Justizbehörde eingreifen oder diesen gar aufheben. Er hat erstens nicht die Kompetenz dazu und zweitens wäre jeder solche Versuch eine krasse Verletzung des Gewaltenteilungsgebots. Solche Übergriffe laufen landläufig unter der Bezeichnung "Vetternwirtschaft". Darüber hinaus ist der Entscheid heute vor der zweiten Beschwerdeinstanz, dem bernischen Verwaltungsgericht hängig, in dessen Kompetenz der Gemeinderat schon gar nicht eingreifen kann.

- Entgegen der offenbar weit verbreiteten Meinung kann die vorliegende Thematik nicht dadurch geregelt werden, dass eine Aufstellung der zulässigen Farben gemacht wird (sog. "RAL-Palette"), da Art. 25, Abs. 1 des städtischen Baureglements (SGR 721.1) folgende Bestimmung enthält: *"Bauten und Anlagen sind so zu gestalten, dass sie unter Einhaltung der Vorgaben des Bauzonenplanes zusammen mit ihrer Umgebung eine gute Gesamtwirkung ergeben.".* Zusätzlich existieren dann noch Ausführungsbestimmungen zum zitierten Passus in Art. 23 der Bauverordnung (SGR 721.12), wo die Farbgebung explizit als relevantes Kriterium für die Gesamtwirkung erwähnt wird. Es muss somit immer eine Einzelfallbeurteilung unter Berücksichtigung der gesamten Umstände erfolgen.
- Wenn eine reglementarische Bestimmung als nicht (mehr) angemessen beurteilt wird, so kann diese - sofern nicht übergeordnetes Recht dies verbietet - geändert werden. Auch fehlende Akzeptanz von rechtlichen Regelungen kann, nach sorgfältiger Abwägung der Sachlage ein Grund sein, um eine Bestimmung aufzuheben. Hier kommt insbesondere den Stadtratsmitgliedern eine wichtige Funktion zu, welche als Volksvertreterinenn und -vertreter entsprechende Wahrnehmungen in Form von politischen Vorstössen transportieren können.

3. *Steht der Entscheid der städtischen und kantonalen Behörden in dieser Causa im Widerspruch zu den Zielen und dem Zweck des „Prix Engagement"?*

Siehe Antworten zu den Fragen 1 und 2.

4. *Für das Hausbesitzer-Ehepaar sind die Kosten für einen neuen Anstrich ausserordentlich hoch. Der Pensionär müsste zur Finanzierung erneut einen Job suchen. Inwiefern beurteilen der Gemeinderat und speziell der Stadtpräsident die Möglichkeiten, in dieser Causa einen Kompromiss zwischen Behörden und Liegenschaftsbesitzer zu finden?*

Ein Kompromiss ist in vorliegendem Fall nicht möglich. Hingegen ist es durchaus vorstellbar, dass andere technische Lösungen günstiger umgesetzt werden könnten (beispielsweise "abtönen" der Farbe anstelle eines kompletten Neuanstrichs). Dem Gemeinderat ist nicht bekannt, ob der Hausbesitzer bereits Abklärungen in dieser Richtung getroffen hat. Es ist aber eher davon auszugehen, dass dies nicht der Fall ist, da der Hausbesitzer ja den Entscheid der BVE vor Verwaltungsgericht angefochten hat, weil er offenbar der Meinung ist, dass die aktuelle Fassadenfarbe mit dem geltenden Recht vereinbar sei. Die BVE hatte in ihrem Beschwerdeentscheid bereits ausdrücklich festgehalten, dass anstelle der Wiederherstellung mittels eines neuen Baugesuchs auch andere Lösungen vorstellbar sind, welche den rechtlichen Rahmen respektieren.

5. *Haben der Stadtpräsident oder andere Mitglieder des Gemeinderates das persönliche Gespräch mit dem Liegenschaftsbesitzer-Ehepaar bereits geführt respektive nach einvernehmlichen Lösungen gesucht?*

Solche Gespräche sind im jetzigen Zeitpunkt nicht möglich, da es sich um ein vor dem bernischen Verwaltungsgericht hängiges Verfahren handelt.

Es sei an dieser Stelle noch darauf hingewiesen, dass die Dienststelle Baubewilligungen und Kontrollen der Abteilung Stadtplanung den Hausbesitzer bereits dahingehend unterstützt hatte, indem sie ihm empfohlen hatte, die beiden ohne Baubewilligungen ausgeführten Massnahmen (Fassadenanstrich und Pergola) in zwei nachträgliche Baugesuche aufzuteilen, da Ersteres Schwierigkeiten bieten dürfte, während Letzteres grundsätzlich zulässig war. Entsprechend konnte die illegal erstellte Pergola inzwischen gestützt auf ein nachträgliches Baugesuch legalisiert werden.

Biel, 2. November 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage: Dringliche Interpellation 20160254

Vorstoss Nr./Interv. nö: 602/SH
Termin GR/Délai CM: 9.11.2016
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Dringliche Interpellation

Hat der „Prix Engagement" noch Wert?

Mit der Anordnung der städtischen und kantonalen Behörden, ein orangefarbenes Haus an der Mettstrasse in Biel umzustreichen, wurde in den letzten Wochen eine grosse Debatte angestossen. Die Liegenschaftsbesitzer, ein Rentner und seine Ehefrau, werden durch den Entscheid finanziell in arge Nöte getrieben. Schliesslich werden sie für den staatlich verordneten „Maler-Befehl" erneut um die 30'000 Franken ausgeben müssen. Sollte die für das Umstreichen der Hausfassade angesetzte Frist verpasst werden, droht gar eine Busse in der Höhe von 40'000 Franken. Aus Sicht der Interpellantin hat der Staat einen Härtefall geschaffen. Die Anordnung der Behörden ist zumindest für viele Menschen unverhältnismässig.

In der Sonntagszeitung (Ausgabe vom 28. August 2016) steht folgender Abschnitt: „Gegner werfen dem Stadtpräsidenten vor, die Stadt investiere nur in Neubauprojekte, die alten Wohnungen würden verlottern. «Das Gegenteil ist wahr», wehrt sich Fehr. Habe er doch den Prix Engagement ins Leben gerufen, der Hausbesitzer motivieren soll, ihre Liegenschaften aufzuwerten."

Ich bitte den Gemeinderat deshalb, folgende Fragen zu beantworten:

1. *Der „Prix Engagement" hat zum Ziel, dass Hausbesitzer ihre Liegenschaften aufwerten. Haben die Besitzer des orangefarbenen Hauses an der Mettstrasse in Biel nach Ansicht des Gemeinderates ihre Liegenschaft mit dem Anstrich aufgewertet?*
2. *Wenn ja, wie beurteilt der Gemeinderat den Entscheid der städtischen und kantonalen Verwaltung, welche dem Liegenschaftsbesitzer einen neuen Anstrich verordnete?*
3. *Steht der Entscheid der städtischen und kantonalen Behörden in dieser Causa im Widerspruch zu den Zielen und dem Zweck des „Prix Engagement"?*
4. *Für das Hausbesitzer-Ehepaar sind die Kosten für einen neuen Anstrich ausserordentlich hoch. Der Pensionär müsste zur Finanzierung erneut einen Job suchen. Inwiefern beurteilen der Gemeinderat und speziell der Stadtpräsident die Möglichkeiten, in dieser Causa einen Kompromiss zwischen Behörden und Liegenschaftsbesitzer zu finden?*
5. *Haben der Stadtpräsident oder andere Mitglieder des Gemeinderates das persönliche Gespräch mit dem Liegenschaftsbesitzer-Ehepaar bereits geführt resp. nach einvernehmlichen Lösungen gesucht?*

Sandra Schneider
Fraktion SVP/Die Eidgenossen

Biel/Bienne, 15.09.2016

Anhang Nr. 10

Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20160255, Reto Gugger, BDP, "Warum soll der beliebte Monatsmarkt / Handwerkermarkt aus der Nidaugasse verschwinden?"

Im vorliegenden Vorstoss wird der Gemeinderat um Beantwortung der unten aufgeführten sieben Fragen ersucht. Einleitend kann der Gemeinderat festhalten, dass der Nidaugass-Leist am 18. August 2016 beim Gemeinderat schriftlich beantragt hat, den Wochenmarkt und den Monatsmarkt nicht mehr im Rayon des Nidaugass-Leists stattfinden zu lassen.

Zu den einzelnen Fragen kann der Gemeinderat wie folgt Stellung nehmen:

1. Hat es Klagen oder Beschwerden wegen dem Monatsmarkt/Handwerkermarkt gegeben? Falls ja von wem und mit welcher Begründung?

Ja, der Nidaugass-Leist hat sich am 18. August 2016 schriftlich an den Gemeinderat gewandt. Die Kritikpunkte des Nidaugass-Leistes haben sich bezogen auf

- das Strassenbild und die aufgestellten Zelte;
- das angebotene Sortiment an Waren;
- betriebliche Einschränkungen für die Ladenlokale an der Nidaugasse;
- das Verstellen der Schaufenster;
- den Einfluss der Märkte auf die Kundenfrequenz in den Ladenlokalen;
- Befahren der Nidaugasse durch die Marktfahrenden am Donnerstagabend vor Ende der "Sperrzeiten", während der Abendverkauf in den Geschäften noch läuft;
- den Zeitpunkt des Aufstellens und Abräumens der Marktstände;
- die Anzahl in der Nidaugasse insgesamt durchgeführten Marktveranstaltungen.

2. Wie beurteilt der Gemeinderat die Attraktivität und die Qualität der auf dem Monatsmarkt/Handwerkermarkt angebotenen Waren sowie deren Präsentation?

Er stellt allerdings fest, dass die hier behandelten Märkte punkto Häufigkeit und Anzahl beteiligte Stände in den letzten Jahren stetig zugenommen haben. Zudem wurde der Monatsmarkt, vor einigen Jahren von der Marktgasse, wo er lange Zeit ohne Probleme stattgefunden hatte, an die Nidaugasse verlegt, weil einerseits die Nachfrage zugenommen hatte und andererseits die Marktfahrenden einen frequenzstärkeren Standort wünschten. Dabei ist zu beachten, dass die Nidaugasse grundsätzlich eine für Verkehrsströme konzipierte Strasse ist, auch sie heute ausnivelliert und grundsätzlich verkehrsbefreit ist. Deshalb können die Marktstände nur an den beiden Strassenrändern aufgestellt werden, während sie in der Marktgasse, welche historisch der Standort der Märkte in der Neustadt war, in der Mitte aufgestellt werden können, was die Beeinträchtigungen für resp. die Konflikte mit den Gewerbetreibenden grundsätzlich reduziert. Er ist der Auffassung, dass es sich vor diesem Grund aufdrängt grundsätzlich zu überprüfen, wie die künftige diesbezügliche Nutzung der Innenstadt konfliktfreier erfolgen und den berechtigten Anliegen der Gewerbetreibenden in diesem Perimeter Rechnung getragen werden könnte.

Der Gemeinderat hat deshalb die zuständige gemeinderätliche Direktion beauftragt, die notwendigen Abklärungen vorzunehmen und ihm entsprechend Bericht und Antrag zu stellen. Der Auftrag wurde so erteilt, dass eine Neuorganisation des Marktwesens in diesem Perimeter spätestens per 1. März 2017 - Saisonbeginn für den Monatsmarkt - umgesetzt werden kann. Er hat den entsprechenden Prüfungsauftrag weit gefasst, so dass alle in Frage kommenden Massnahmen zur Diskussion gestellt werden können.

3. Steigert der Monatsmarkt/Handwerkermarkt die Attraktivität der Innenstadt? Falls nein: Mit welchen Massnahmen könnte die Attraktivitätswirkung verbessert werden?

Der Gemeinderat ist der Meinung, dass Marktveranstaltungen potentiell eine positive Wirkung auf die Attraktivität der Innenstadt haben können. Ob dies für die vorliegendend interessierten Märkte im aktuellen Modus zutrifft, scheint für den Gemeinderat fraglich, weshalb er auch die unter Punkt 2 genannten Aufträge erteilt hat. Sicherlich resultieren aus den Märkten für die Gewerbetreibenden der betroffenen Standorte auch gewisse Einschränkungen und hinsichtlich Erscheinungsbild und Logistik besteht klar Handlungsbedarf. Im Übrigen verweist der Gemeinderat auf die Beantwortung der Frage 2.

4. Gibt es Erhebungen dazu, wie viele Besucher und potentielle Konsumenten allmonatlich wegen dem Monatsmarkt/Handwerkermarkt nach Biel kommen?

Nein, die Stadtverwaltung verfügt über keine diesbezüglichen Daten und Informationen.

5. Gibt es Alternativen, welche den Marktfahrern vorgeschlagen wurden?

Den Marktveranstalterinnen und –veranstaltern sind keine Alternativen vorgeschlagen worden, es bestand hierfür bisher keine Veranlassung. Im Rahmen der Umsetzung des in der Antwort zu Frage 2 behandelten Auftrages wird dieses Thema aber sicher aktuell werden.

6. Ist mit finanziellen Ausfällen (wegfallende Standmieten für die Stadt Biel zu rechnen, wenn der Wochenmarkt/Handwerkermarkt nicht mehr in der Nidaugasse und auf dem Zentralplatz durchgeführt werden kann?

Dies wäre möglich. Eine konkrete Beantwortung dieser Frage wäre jedoch spekulativer Natur, weshalb der Gemeinderat im aktuellen Zeitpunkt darauf verzichtet.

7. Worum handelt es sich bei der Ansammlung von Marktständen, die seit diesem Sommer mehrmals ohne Ankündigung an Samstagen in der Bieler Nidaugasse angetroffen wurden?

Bei den angefragten Marktständen kann es sich um die Marktstände des Wochenmarkts oder um einzelne, zahlreich bewilligte Einzelmarktstände in der Nidaugasse handeln.

Biel, 9. November 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage:
- Interpellation 20160255

Vorstoss Nr./Interv. no: 160255
Termin GR/Délai CM: 9.11.2016
Direktion/Präsidium: DSS
Mitberichte/Corapports: PRA

BVP / PPB CVP / PDC BDP / PBD

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

dringliche Interpellation

Warum soll der beliebte Monatsmarkt/Handwerkermarkt aus der Nidaugasse verschwinden?

Von Marktfahrern des Bieler Monatsmarkts/Handwerkermarkts sind wir darüber informiert worden, dass der bei Marktfahrern und -besuchern beliebte Markt gemäss dem Willen der Stadt Biel aus der Nidaugasse und vom Zentralplatz verbannt werden soll. In diesem Zusammenhang haben wir folgende, dringlichen Fragen an den Gemeinderat.

1. Hat es Klagen oder Beschwerden wegen dem Monatsmarkt/Handwerkermarkt gegeben? Falls ja; von wem und mit welcher Begründung?
2. Wie beurteilt der Gemeinderat die Attraktivität und die Qualität der auf dem Monatsmarkt/ Handwerkermarkt angebotenen Waren sowie deren Präsentation?
3. Steigert der Monatsmarkt/Handwerkermarkt die Attraktivität der Innenstadt? Falls nein: Mit welchen Massnahmen könnte die Attraktivitätswirkung verbessert werden?
4. Gibt es Erhebungen dazu, wie viele Besucher und potentielle Konsumenten allmonatlich wegen dem Monatsmarkt/Handwerkermarkt nach Biel kommen?
5. Gibt es valable Alternativen, welche den Marktfahrern vorgeschlagen wurden?
6. Ist mit finanziellen Ausfällen (wegfallende Standmieten) für die Stadt Biel ist zu rechnen, wenn der Wochenmarkt/Handwerkermarkt nicht mehr in der Nidaugasse und auf dem Zentralplatz durchgeführt werden kann?
7. Worum handelt es sich bei der Ansammlung von Marktständen, die seit diesem Sommer mehrmals ohne Ankündigung an Samstagen in der Bieler Nidaugasse angetroffen wurde?

Biel, 15. September 2016

Reto Gugger
BDP

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang Nr. 11

Beantwortung

des Postulates 20160156, Lena Frank, Grüne, «Lohntransparenz in Stellenausschreibungen»

Die Postulantin verlangt vom Gemeinderat, in Zukunft bei allen Stellenausschreibungen der Stadtverwaltung sowie der Verkehrsbetriebe Biel die Lohnbandbreite der gesuchten Funktion zu publizieren. Dadurch soll gemäss der Postulantin eine transparente Lohnpolitik erreicht und eine Aufhebung allfälliger Ungleichbehandlungen erreicht werden.

Der Gemeinderat ist der Auffassung, dass eine Publikation der Lohneinreihung der Funktionen in der Stadtverwaltung im Rahmen der Stellenausschreibung nicht notwendig ist, da diese bereits öffentlich und dadurch für alle einsehbar ist. Die minimalen und maximalen Löhne einer Lohnklasse sind im Anhang 1 des Personalreglements der Stadtverwaltung Biel (SGR 153.01) publiziert. Mit dem Inkrafttreten der neuen Personalverordnung per 1. Januar 2017 (SGR 153.013), werden der Einreihungsplan sowie die Lohntabelle in vollem Umfang publiziert. Auf diese Weise kann jede Person, die sich für eine Stelle innerhalb der Stadtverwaltung bewirbt und sich vorgängig für die Lohnpositionierung der Stelle interessiert, die Sammlung des Gemeinderechts auf der Webseite der Stadt Biel konsultieren und wird dort die Einreihung der Funktion, für die sie sich bewirbt, finden. Durch das Aufführen der Lohnbandbreite einer Funktion in der Publikation der Stellenausschreibung verfügen interessierte Personen, jedoch nicht über die gewünschte Information. Denn die Lohnpositionierung innerhalb einer Funktion wird auf der Basis verschiedener Kriterien vorgenommen, insbesondere aufgrund des Alters, des beruflichen Werdegangs (Erfahrung, ausgeübte Funktionen), der Grundausbildung und der Zusatzausbildungen einer Person. Präzise Lohnangaben in den Stellenausschreibungen, wie dies zum Beispiel die Verkehrsbetriebe Zürich praktizieren, sind nur auf Online-Plattformen mit interaktiven Optionen möglich. Aus Kostengründen hat die Bieler Stadtverwaltung entschieden keine interaktiven Stellenausschreibungen zu publizieren. Schliesslich wird die Einstufung der Stelle im Lohnsystem auch anlässlich der Rekrutierungsgespräche thematisiert. In der Regel erhält der Kandidat oder die Kandidatin ausserdem bei der Präsentation des angebotenen Lohns zusätzliche Informationen in Bezug auf die zu erwartenden Lohnentwicklung innerhalb der Funktion.

Was die Gleichbehandlung von Frau und Mann in Bezug auf Lohngleichheit angeht, führt die Stadtverwaltung (Präsidialdirektion, Abteilung Personelles) regelmässige Kontrollen durch. Diese erfolgen mittels einer vom Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung für Frau und Mann zur Verfügung gestellten Anwendung (logib) oder durch diejenige, die im Rahmen des Austauschs und der Lohnvergleiche zwischen den Kantonen und grossen Schweizer Städten eingerichtet wurde (Perinnova GmbH). Der letzte Vergleich fand 2012 im Rahmen des Projekts zur Totalrevision Personalreglement und Lohnsystem statt; die nächste Überprüfung ist für Ende 2017 vorgesehen. Die Gleichbehandlung der Mitarbeitenden, insbesondere die Lohngleichheit für Mann und Frau ist dem Gemeinderat ein Anliegen. Er stellt sie deshalb mittels regelmässiger Kontrollen sicher und führt in begründeten Fällen Korrekturen durch.

Gestützt auf die obenstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20160156 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 2. November 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: Postulat 20160156

Biel Bienne

GRÜNE
LES VERTS
BIEL/BIENNE

Vorstoss Nr./Interv. no: 160156
Termin [illegible] GR: 26.10.16
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Postulat Lohntransparenz in Stellenausschreibungen

Frauen und Männer haben Anspruch auf gleichen Lohn für gleichwertige Arbeit. Dieser Grundsatz ist seit 1981 in der Bundesverfassung verankert. Das 1996 in Kraft getretene Gleichstellungsgesetz sollte die Durchsetzung dieses Anspruchs verbessern. Die Verwirklichung in der Praxis ist jedoch nicht einfach. Diskriminierung versteckt sich auf verschiedensten Ebenen. Wie werden Berufe, die mehrheitlich von Frauen ausgeübt werden, bewertet und entlohnt? Wird die Leistung der Frauen gleich eingeschätzt wie diejenige der Männer? Auch heute noch ist die Lohnungleichheit markant: Frauen verdienen durchschnittlich ein gutes Fünftel weniger als Männer, beim Kader sind es noch mehr. Faktoren wie Ausbildung, Anforderungsniveau der Stelle und Dienstalter können Lohnunterschiede teilweise erklären. 40.9% der Lohndifferenz sind jedoch unerklärt (BFS-Medienmitteilung vom 21. August 2015) und basieren vermutlich auf diskriminierendem Verhalten. Da sich die Lohnunterschiede nicht von selbst verringern, müssen aktiv und gezielt Schritte in die Wege geleitet werden, um diesen Missstand anzugehen. Obwohl es das Gleichstellungsgesetz gibt und Frauen mittels Klage ihr Recht einfordern können, schrecken viele betroffenen Frauen davor zurück, diesen Weg zu beschreiten. Jüngst hat das nationale Parlament beschlossen, die Lohngleichheit aus den Legislaturzielen zu streichen. Deswegen sind die Kantone und Gemeineden nun umso mehr gefordert.

Die EU empfiehlt ihren Mitgliedsstaaten, Transparenz bei den Löhnen zu schaffen, um wirkungsvoll geschlechtsspezifische Lohndiskriminierungen zu bekämpfen. Auch die Interfacestudie „Staatliche Kontroll- und Durchsetzungsinstrumente zur Verwirklichung der Lohngleichheit" (Luzern, Oktober 2013) empfiehlt, Lohnsysteme sowie Löhne transparent zu gestalten. In Europa kommunizieren denn auch immer mehr Unternehmen und Verwaltungen in ihren Stellenausschreibungen die zu erwartenden Löhne. Auch die Verkehrsbetriebe Zürich (VBZ) publizieren in ihren Stellenausschreibungen seit 2013 die Lohnbandbreite und haben damit positive Erfahrungen gemacht.

Wir fordern deshalb den Gemeinderat auf, bei Stellenausschreibungen der städtischen Verwaltung sowie der ausgelagerten Betriebe die Offenlegung der Lohnbandbreite, innerhalb derer die ausgeschriebene Stelle angesiedelt ist, zu prüfen.

Biel, 19. Mai 2016

Lena Frank

Lena Frank, Grüne

Anhang Nr. 12

Beantwortung

des Postulats 20160157 Lena Frank, Grüne, «Beitritt der Stadt Biel zur Übereinkunft "Rainbow Cities Network"»

Das Postulat verlangt, dass die Stadt Biel dem Netzwerk "Rainbow Cities Network", einem Zusammenschluss europäischer Städte, beitritt, um die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung und/oder der Geschlechtsidentität zu bekämpfen. Weiter soll gleicher Zugang zu öffentlichen Dienstleistungen gewährleistet und ein Klima des Respekts in der Bevölkerung erreicht werden.

Stellungnahme des Gemeinderates

Der Gemeinderat kann sich dem Grundanliegen des Postulats vorbehaltlos anschliessen. Er stellt aber auch fest, dass innerhalb der Stadtverwaltung und der städtischen Politik aktuell keine Hinweise auf Diskriminierungen in der vorliegend interessierenden Art existieren. Auch sind ihm keine Fälle bekannt, bei denen Bürgerinnen und Bürger, welche öffentliche Dienstleistungen bei der Stadt Biel in Anspruch genommen haben oder in Anspruch nehmen wollten, Opfer von Diskriminierungen dieser Art geworden sind, was sicher auch mit dem generell offenen und toleranten Geist in der Stadt Biel zu tun hat. Der Gemeinderat ist aber auch der Auffassung, dass diese Thematik - insbesondere in der Öffentlichkeit - stets aufmerksam verfolgt und bei Bedarf eingegriffen werden muss, da in unserer Zeit leider punktuell Bestrebungen und Strömungen vorhanden sind, welche die unbestrittenermassen in diesem Bereich in den letzten Jahren und Jahrzehnten erzielten Verbesserungen in Frage stellen. Besonders im Auge behält der Gemeinderat dabei die Entwicklung in der Stadtverwaltung selber, im Bereich der Schule sowie im Sport.

Der Gemeinderat weist aber, wie bereits in seiner Beantwortung vom 24. Juni 2015 der überparteilichen Motion 20150084, Lena Frank, Mitgliedschaft der Stadt Biel in der internationalen Kampagne gegen die Todesstrafe, darauf hin, dass aus grundsätzlich-formellen Überlegungen und im Interesse einer konsequenten Einhaltung der Zuständigkeitsbereiche von Legislative und Exekutive der vorliegende Vorstoss ein Anliegen zum Gegenstand hat, welcher keinen unmittelbaren Zusammenhang mit städtischen Angelegenheiten hat. Weiter ist darauf hinzuweisen, dass Entscheide über den Beitritt zu Organisationen mit politischen oder gemeinnützigen Zielen dem Thema "Aussenpolitik" zuzuordnen sind, für welches der Gemeinderat abschliessend zuständig ist, da alle Entscheide, welche nicht durch Gesetze oder Reglemente explizit einem andern Organ übertragen sind, gemäss Art. 25 des kantonalen Gemeindegesetztes bzw. Art. 50 der Stadtordnung in den alleinigen Zuständigkeitsbereich des Gemeinderates fallen.

Die vertiefte Prüfung des konkreten Anliegen hat beim Gemeinderat zur Erkenntnis geführt, dass mit der Unterzeichnung des Abkommens Pflichten begründet werden, die entsprechende Aktivitäten auf städtischer Ebene (Sensibilisierungskampagnen, Vernetzung mit anderen Mitgliedern, allenfalls Schaffung einer Fachstelle u.a.m.) nach sich ziehen müssten. So müsste sichergestellt werden, dass der Gemeinderat die Anliegen von Lesben, Schwulen, Bisexuellen, Intersex- und Trans-Menschen auf Stadtebene effektiv integriert (was entsprechende konzeptionelle Vorarbeiten und nachgelagerte Aktivitäten nach sich ziehen müsste) und hierüber jährlich im Netzwerk Bericht erstattet. Dies setzt entsprechendes Wissen bzw. Strukturen auf Verwaltungsstufe voraus, die, wo verhanden, ausgebaut bzw. erst noch geschaffen werden müssten, soll ein Beitritt zum Abkommen nicht toter Buchstabe bleiben und sich nicht in blosser Symbolpolitik erschöpfen.

Der Gemeinderat weist in diesem Zusammenhang darauf hin, dass mit dem neuen Personalreglement (PersR), das auf den 1.1.2017 in Kraft treten wird, in den Art. 2 und 3 die Anliegen mit Blick auf das städtische Personal bereits berücksichtig worden sind. So wird in Art. 2, Abs. 6 PersR Folgendes festgehalten: *"Sie behandelt Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter unabhängig von Herkunft, Geschlecht, Sprache, sozialer Stellung, Lebensform und religiöser oder politischer Überzeugung gleich, namentlich bei der Ausschreibung von Stellen, der Anstellung, der Zuweisung von Aufgaben und Verantwortung, der lohnmässigen Einreihung und der Weiterbildung."* Art. 3, Abs. 1, Buchstabe b PersR bestimmt weiter: *"Der Gemeinderat schafft Einrichtungen zur Umsetzung der Personalpolitik und zum Schutz der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, namentlich.....eine Anlaufstelle zur Prüfung von Beschwerden wegen Mobbing, sexueller Belästigung durch andere Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter oder Vorgesetzte oder anderer Unregelmässigkeiten."* Aus der letztgenannten Bestimmung im PersR ergibt sich auch, welche Handlungsmöglichkeiten Mitarbeitenden offen stehen, welche trotz aller Bemühungen von Diskrimierungen betroffen sein sollten.

Nachdem die Stadt Biel neu über ein Intranet verfügt, können Informationen zu diesem Themenkreis aufbereitet und für die Mitarbeitenden bei Bedarf jederzeit greifbar zur Verfügung gestellt werden.

Der Gemeinderat beantragt daher dem Stadtrat, das Postulat 2016157 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 26. Oktober 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Der Vize-Stadtschreiber:
Erich Fehr	Julien Steiner

Beilage:
Postulat 20160157

Vorstoss Nr./Interv. no: 160157
Termin/Delai CM: 26.10.16
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

GRÜNE LES VERTS BIEL/BIENNE

Postulat Beitritt der Stadt Biel zur Übereinkunft „Rainbow Cities Network"

Das „Rainbow Cities Network" ist ein Zusammenschluss europäischer Städte mit dem Ziel, auf lokaler Ebene die Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung und/oder Geschlechtsidentität zu bekämpfen. Dazu gehört, die Anliegen von Schwulen, Lesben, Bisexuellen, Intersex- und Trans-Menschen sichtbar zu machen und in der lokalen Politik zu berücksichtigen. Ebenso soll gleicher Zugang zu öffentlichen Dienstleistungen gewährleistet werden und ein Klima des Respekts in der Bevölkerung erreicht werden. Dem Netzwerk gehören bis heute 24 Gemeinden an, Genf und Zürich sind bisher als einzige Städte Mitglied, in Bern ist eine Motion hängig.

Mit einem Beitritt zum Netzwerk setzt die Stadt Biel nicht nur ein Zeichen, dass sie ihre Arbeit gegen die Diskriminierung von Schwulen, Lesben, Bisexuellen, Intersexuellen und Trans-Menschen weiter verstärkt. Sie beteiligt sich auch aktiv daran, die Anliegen der LGBTI-Bevölkerung systematisch in ihre kommunale Politik zu integrieren und alljährlich im Netzwerk über ihre Aktivitäten Bericht zu erstatten. Zudem können in einem internationalen Zusammenschluss die beteiligten Städte bezüglich Projekte und Erfahrungen voneinander lernen.

Wir bitten deshalb den Gemeinderat, die Unterzeichnung der Übereinkunft „Rainbows Cities Network" zu prüfen.

Biel, 19. Mai 2016

Lena Frank

Lena Frank, Grüne

Anhang Nr. 13

Réponse

au postulat 20160153, Caroline Jean-Quartier, groupe socialiste, «Quelle stratégie dans le cadre de l'achat de véhicules à Bienne ?»

Par le présent postulat, le Conseil municipal est prié de répondre aux questions suivantes à l'intention du Conseil de ville:

1) Quelle est la stratégie dans le domaine des véhicules et des achats de ceux-ci ?

La stratégie définie en 2014 par le Conseil municipal dans l'Ordonnance sur le service municipal des véhicules (RDCo 153.65) et son appendice 1 mise sur la durabilité. Ce texte indique que la Ville achète des véhicules expressément sûrs, efficaces sur le plan énergétique et dont les gaz d'échappement sont épurés. Concrètement, l'appendice en question définit les objectifs suivants:

- Baisse de la consommation de carburant et réduction des émissions nocives;
- Réduction des coûts de carburant, d'acquisition et d'entretien;
- Sensibilisation du personnel et, de fait, de la population aux technologies de propulsion alternatives;
- Renforcement de son image (promotion du site).

L'acquisition de véhicules pesant jusqu'à 3,5 tonnes se déroule selon la marche à suivre prévue par l'art. 2 de l'Ordonnance sur le service municipal des véhicules. Les véhicules de plus de 3,5 tonnes – il s'agit généralement de véhicules spéciaux (sapeurs-pompiers, ramassage des ordures ménagères, etc.) – sont achetés par le département compétent sur le plan opérationnel, comme le prévoit également l'art. 2 de ladite ordonnance. Pour toute acquisition, il convient bien entendu de respecter les dispositions correspondantes en vigueur et les règlementations des compétences financières municipales. Il convient également d'observer la disposition figurant à l'art. 3 de l'appendice 1, selon laquelle, il faut notamment clarifier lors de chaque acquisition si les conditions en vue d'un tel achat sont remplies.

2) Certains véhicules sont-ils utilisés par différents services et départements ?

Oui. Le parc roulant de l'Administration municipale est pour partie constitué de véhicules attribués exclusivement aux différents services et départements. Conformément à l'art. 3, al. 2 de l'Ordonnance susmentionnée, la Ville de Bienne met également à disposition un parc automobile que tous les collaborateurs et collaboratrices municipaux qui respectent les conditions en la matière peuvent en principe utiliser. Ce parc automobile compte actuellement treize véhicules.

3) Combien de véhicules compte chaque service ou département ?

Direction	Département	Service	Nombre de véhicules jusqu'à 3,5 tonnes	Nombre de véhicules de plus de 3,5 tonnes
Mairie				
	Chancellerie municipale		0	0
	Urbanisme		0	0
	Personnel		0	0
Travaux publics, énergie et environnement				
	Constructions		4	0
	Infrastructures	Génie civil	1	0
		Immeubles et évacuation des eaux urbaines	1	0
		Cadastre et SIG	2	0
		Inspection de la voirie • Compte spécial «eaux usées» • Compte spécial «ordures ménagères» • Compte de fonctionnement	 6 9 31	 4 10 5
		Espaces verts et cimetières	31	1
Formation, culture et sport				
		Culture	0	0
	Établissements médico-sociaux pour personnes âgées		3	0
	Écoles & Sport		0	0
Finances				
	Informatique et logistique		4	0
		Informatique	1	0
		Logistique	3	0
	Immeubles		0	0
	Impôts		0	0
Action sociale et sécurité				
	Protection de l'adulte et de l'enfant		3	0
	Sécurité publique			
		Service des habitants et services spéciaux	2	0
		Sapeurs-pompiers et	26 (dont treize	20

		Protection civile (y compris Garage central)	véhicules dans le parc automobile)	
		Inspection de police	7	0
	Affaires sociales		0	0

4) Combien de véhicules ont été acquis durant les législatures 2012-2016 et 2008-2012 ? Quel est le montant total de ces dépenses pour chaque législature ?

Direction Département	**Législature 2009-2012**		**Législature 2013-2016**	
	Nombre total de véhicules acquis	Dépenses totales (fr.)	Nombre total de véhicules acquis	Dépenses totales (fr.)
Mairie	0	0.00	0	0.00
Travaux publics, énergie et environnement	29	4'559'032.00	31	3'807'290.00
Formation, culture et sport	1	23'103.00	2	108'100.00
Finances	2	78'857.00	0	0.00
Action sociale et sécurité				
• Sécurité publique	8	2'592'224.00	7	261'042.00
• Protection de l'adulte et de l'enfant	2	45'530.00	1	22'880.00

5) Quel est le montant alloué annuellement pour l'achat des différents véhicules ?

Ces dernières années, les véhicules municipaux ont toujours été acquis via le compte de fonctionnement ou le compte des investissements, selon si la limite d'inscription à l'actif de 50'000 fr. était atteinte ou non. Aucun montant fixe n'est alloué annuellement pour l'achat de véhicules. Le nombre de véhicules à acquérir dépend des besoins de l'administration. Le volume des moyens financiers à prévoir concrètement dépend du type et de l'équipement du véhicule et entre dans le budget correspondant ou dans la planification des investissements correspondante.

La présente intervention déposée sous forme de postulat est dans les faits une interpellation, à laquelle il a été répondu ici. Le Conseil municipal propose dès lors au Conseil de ville d'adopter le postulat 20160153 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 26 octobre 2016

AU NOM DU CONSEIL MUNICIPAL

Le maire: Le vice-chancelier:

Erich Fehr Julien Steiner

Annexe: postulat 20160153

Postulat

Version No./Numéro no: 160153
Termin: 19 mai 2016: 26.10.16
Direktion/Direction: ~~BEU~~ bSS
Mitbericht/Corapport: FID, DSS

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Quelle stratégie dans le cadre de l'achat de véhicules à Bienne ?

Lors de sa séance hebdomadaire du 13 avril 2016, le Conseil municipal approuvait trois crédits pour l'achat de véhicules de remplacement. De tels achats se répètent régulièrement et comme les montants de chaque crédit sont inférieurs à la somme à la libre disposition du Conseil municipal, le Conseil de ville ne peut pas se prononcer sur ces achats. Il est donc important qu'un rapport fasse état de la situation actuelle afin que nous soyons tenu informés.

Des questions se posent sur les différentes acquisitions de véhicules pour la ville.

Le Conseil municipal est prié de répondre dans un rapport complet à l'intention du Conseil de ville aux différentes questions ci-dessous.

1) Quelle est la stratégie dans le domaine des véhicules et des achats de ceux-ci ?
2) Certains véhicules sont-ils utilisés par différents services ou départements ?
3) Combien de véhicules compte chaque service ou département (Logistique, Voirie,...) ?
4) Combien de véhicules ont été acquis durant les législatures 2012-2016 et 2008-2012 ? Quel est le montant total de ces dépenses pour chaque législature?
5) Quel est le montant alloué annuellement pour l'achat des différents véhicules ?

Pour le groupe socialiste

Caroline Jean-Quartier

Anhang Nr. 14

Beantwortung

der Interpellation 20160155, Urs Känzig-Schoch, Fraktion Grüne, «Veloparkierung beim Gymnase français de Bienne»

Der Interpellant stellt Fragen im Zusammenhang mit dem kürzlich in Betrieb genommenen gedeckten Veloparking beim französischen Gymnasium. Er stellt fest, dass der Veloparkplatz am Abend und am Wochenende für Anlässe auf dem Schulareal nicht verwendet werden kann und dass dies vermehrt zu wildem Parkieren führt.

Die in der Interpellation gestellten Fragen kann der Gemeinderat wie folgt beantworten:

Ist dem Gemeinderat diese unbefriedigende Situation bekannt?

Gemäss Einschätzung des Gemeinderates genügt die im Rahmen des Projekts zur Erweiterung der Gymnasien am See (gedeckter Veloabstellplatz mit 452 Plätzen) erstellte Infrastruktur, um die Bedürfnisse der verschiedenen Aktivitäten des Standortes abzudecken. Die Unzufriedenheit eines Teils der Benutzerinnen und Benutzer gründet eher in der Art, wie es betrieben wird, als in seiner Konzeption.

Anlässlich des Baugesuchverfahrens hat die Stadt Biel das gedeckte Veloparking aufgrund der Abmessungen zugelassen, die die Nachfrage für eine Benutzung des gesamten Standortes erfüllen, d.h. für die Gymnasien am See wie auch die Turnhallen.

Da der Betrieb der Anlagen jedoch bei den Verantwortlichen der kantonalen Anlage liegt, kann die Stadt einzig einen flexibleren Betrieb empfehlen, wobei sie eingestehen muss, dass dieser aus Sicherheitsgründen strengen Regeln unterliegen muss. Was das Abstellen der Velos durch die Schülerinnen und Schüler des Gymnasiums im Hof betrifft, erinnert der Gemeinderat daran, dass es Aufgabe der Anlageverantwortlichen ist, die Einhaltung der durch die Schule aufgestellten Regeln durchzusetzen.

Ist er bereit, sich rasch bei der zuständigen kantonalen Stelle um eine Verbesserung einzusetzen?

Die Abteilung Infrastruktur hat die notwendigen Kontakte mit den kantonalen Instanzen aufgenommen. Sie ist der Auffassung, dass in Bezug auf den Betrieb der Infrastruktur für nichtmotorisierte Zweiräder, die über eine genügende Kapazität verfügt, eine Lösung gefunden werden muss und nicht, indem zusätzliche Plätze geschaffen werden.

Der Entscheid in Bezug auf verlängerte Öffnungszeiten der Parkierungsanlage für nichtmotorisierte Zweiräder liegt jedoch nicht in der Zuständigkeit der Gemeinde.

Welche Möglichkeiten zur Verbesserungen der Situation rund um das Gymnasium sieht er
- *während der Öffnungszeiten des neuen Velo-Parkings*
- *ausserhalb der Öffnungszeiten des neuen Velo-Parkings*

Die Schülerinnen und Schüler des Gymnase français müssen ihre Velos dort abstellen, wo es die Anlageverantwortlichen vorgesehen haben. Da genügend Kapazitäten vorhanden sind und die

Erstellung von Veloabstellplätzen einen Widerspruch zur gewollten Zentralisierung im neuen Gebäude darstellt, sieht der Gemeinderat keinen Handlungsbedarf.

Die Stadt ist jedoch bereit, die Anlageverantwortlichen bei der Suche nach einer zufriedenstellenden Lösung für den Betrieb der Infrastruktur ausserhalb der Kurszeiten des Gymnasiums zu unterstützen, wenn dies als notwendig erachtet wird.

Was den Betrieb dieser Infrastruktur angeht ist der Gemeinderat der Auffassung, der Kanton sollte diesen mindestens auf die Betriebszeiten der Turnhallen ausgedehnt werden und sich nicht auf die Öffnungszeiten des Gymnasiums beschränken. Die Angaben betreffend den Zugang zu dieser Anlage und die Öffnungszeiten scheinen ihm ausserdem ungenügend und für ein gutes Funktionieren wäre eine angemessene Signalisierung auf der Anlage erforderlich. Er ist der Meinung, dass die aktuelle Situation trotz der Realisierung einer Infrastruktur zur Veloparkierung nicht zufriedenstellend ist, und dass es am Kanton als Eigentümer liegt, eine Lösung zur Regelung und Optimierung der Zweiradparkierung beim Gymnasium und den Hallen zu finden, da das «wilde» Parkieren entlang des Schüsskanals und der Fussgängerwege nicht toleriert werden kann.

Wie können die Veloparkplätze des Gymnasiums zweckmässig in die Bieler Veloplanung und in den öffentlichen Raum ganz generell eingebunden werden?

Die Infrastruktur des Gymnasiums ist ausschliesslich für den Betrieb der Anlage reserviert. Es ist nicht sinnvoll, die Veloabstellplätze des Gymnasiums in die Planung der öffentlichen Anlagen der Stadt einzubeziehen.

Biel, 26. Oktober 2016

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:
Erich Fehr

Der Vize-Stadtschreiber:
Julien Steiner

Beilage: Interpellation 20160155

GRÜNE
LES VERTS
Biel / Bienne

Vorstoss Nr./Interv. no: 160155
Termin PRK/Délai CM: 26.10.16
Direktion/Direction: BEU
Mitbericht/Corapport: FID, PRA

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Interpellation

Veloparkierung beim „Gymnase français de Bienne"

Beim französischen Gymnasium wurde kürzlich ein neues, gedecktes Velo-Parking dem Betrieb übergeben. Diese Verbesserung ist sehr zu begrüssen. Gleichzeitig wurden jedoch die offenen Veloabstellplätze, z.B. bei der Mensa, aufgehoben. Die neue Situation widerspricht leider den Empfehlungen im Handbuch „Veloparkierung, Empfehlungen zu Planung, Realisierung und Betrieb (Vollzugshilfe Langsamverkehr Nr. 7 des Bundesamtes für Strassen ASTRA und der Velokonferenz Schweiz vks) und weist einige erhebliche Nachteile auf:

- Die Aufhebung der Veloparkplätze in Eingangsnähe wird von den Schülern erfahrungsgemäss eher ignoriert und führt zu vermehrtem wildem Parkieren der Velos.
- Aufgrund der fixen Öffnungszeiten kann der neue Veloparkplatz abends und am Wochenende nicht genutzt werden. Genau dann finden aber in den Sporthallen Trainings, Wettkämpfe usw. statt. Aufgrund der nun fehlenden dezentral angeordneten Veloparkplätze wird auch hier das wilde Parkieren gefördert.
- Die Durchsetzung der aktuellen untauglichen Lösung verursacht unnötigen Aufwand und Ärger (z.B. für die Hauswarte). Sie verringert auch die Attraktivität des Velos als umweltfreundliches, gesundheitsförderndes Nahverkehrsmittel.

Das „Gymnase français de Bienne" ist Eigentum des Kantons Bern. Entsprechend sind primär die kantonale Erziehungsdirektion bzw. die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion mit dem Amt für Grundstücke und Gebäude für die Veloparkierung zuständig. Trotzdem sind es vor allem die Bielerinnen und Bieler, die diese Anlagen nutzen. Die Veloparkplätze sind de facto Teil des öffentlichen Raums und der städtischen Veloinfrastruktur. Pro Velo Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois und ein Teil der Lehrerschaft haben bereits eine rasche Verbesserung der Situation gefordert.

Der Gemeinderat der Stadt Biel wird deshalb um die Beantwortung folgender Fragen gebeten:

- Ist dem Gemeinderat diese unbefriedigende Situation bekannt?
- Ist er bereits, sich rasch bei der zuständigen kantonalen Stelle um eine Verbesserung einzusetzen?
- Welche Möglichkeiten zur Verbesserung der Situation rund um das Gymnasium sieht er:
- während der Öffnungszeiten des neuen Velo-Parkings
- ausserhalb der Öffnungszeiten des neuen Velo-Parkings
- Wie können die Veloparkplätze des Gymnasiums zweckmässig in die Bieler Veloplanung und in den öffentlichen Raum ganz generell eingebunden werden?

Biel, den 19. Mai 2016

Urs Känzig-Schoch
Grüne Fraktion

Mitunterzeichnende